

LES COÛTS DE LA GUERRE

Les expériences afghanes du conflit 1978 – 2009



SOMMAIRE

Remerciements	1
Résumé	2
Carte	3
Introduction	6
Contexte Historique	7
Expériences du Conflit	16
Recommandations	26
Annexe A : Méthodologie et profil des répondants.	34
Annexe B : Résumé des principaux éléments.....	37
Bibliographie.....	47
Notes	51

Remerciements

Cette enquête sur le terrain a été conçue et menée conjointement par les associations suivantes : Afghan Civil Society Forum (ACSF), Afghan Peace and Democracy Act (APDA), Association for the Defence of Women's Rights (ADWR), Cooperation Centre for Afghanistan (CCA), Education Training Center for Poor Women and Girls of Afghanistan (ECW), Oxfam, Organization for Human Welfare (OHW), Sanayee Development Organization (SDO) The Liaison Office (TLO). Ce rapport a été rédigé par Ashley Jackson d'Oxfam International.¹

Ce rapport a été le fruit d'un travail commun. L'auteur souhaite mettre en avant le rôle des personnes suivantes :

Aliase Hassany nous a offert un appui inestimable en termes d'assistance et de soutien tout au long du projet. Matt Waldman, qui est à l'origine de la conception de l'étude, nous a guidés et soutenus tout au long du processus. Wayne Diamond nous a apporté un soutien précieux et des idées dans la conception de l'enquête et l'analyse, ainsi que Martin Walsh pour ses conseils techniques sur la présentation de la méthodologie et sur d'autres aspects techniques. Naysan Adlparvar, Paul Fishstein, Nikolaus Grubeck, Susanne Schmeidl et bien d'autres personnes ont fourni des commentaires de grande valeur sur les premiers jets de ce rapport.

Par dessus tout, l'auteur tient à remercier les hommes et les femmes à travers l'Afghanistan qui ont généreusement partagé leurs expériences et leurs perceptions du conflit, ainsi que leurs idées sur ce que l'on peut faire pour atténuer la violence.

Photo de couverture : David Gill

Photos intérieures : Gulbuddin Elham, David Gill, Ashley Jackson, ECW

Novembre 2009

Carte du pays



Credit: UN Cartographic Center

Résumé

Les trente dernières années de guerre ont dévasté le peuple afghan. Des millions de personnes ont été tuées. Plusieurs millions encore ont été contraintes de fuir leurs foyers. Les infrastructures et les forêts du pays ont été tout simplement détruites. Le tissu social du pays est disloqué et les institutions du pays sont fragiles et affaiblies.

Beaucoup de choses ont été écrites sur les guerres d'Afghanistan. L'exposé de base du conflit a fait l'objet d'un nombre incalculable de livres, d'articles universitaires et de reportages. Mais les voix des populations afghanes sont souvent absentes de ces récits, alors même qu'elles sont les plus affectées par cette violence.

Pour mieux comprendre comment les Afghans ont vécu et perçoivent le conflit, huit ONG intervenant en Afghanistan ont conduit une enquête dans 14 provinces à travers le pays. Cette enquête s'est concentrée sur des expériences individuelles des trente dernières années de conflit, les perceptions du conflit actuel, ainsi que sur des recommandations pour en diminuer les niveaux de violences et s'attaquer à ses racines.

Cette étude n'a pas pour but de faire un tableau exhaustif des combats, ni même de représenter l'ensemble des points de vue, des expériences de tous les Afghans. Elle a plutôt pour objectif d'articuler pleinement les expériences afghanes du conflit et la formulation de recommandations, qui portent les aspirations de paix et d'avenir des Afghans pour leur pays.

Expériences du conflit

Trois décennies de guerre nous ont apporté beaucoup de problèmes. Nous avons émigré vers le Pakistan ; nos maisons ont été détruites, nos terres et nos biens ont été récupérés par les seigneurs de la guerre, l'économie a été mise à mal ; nos fils et nos filles ont été privés d'éducation, nos femmes ont été injuriées, les écoles, les hôpitaux, les routes ont été détruites et la peur de la guerre a créé beaucoup de problèmes psychologiques.
– Homme, Kunar

Après des décennies de relative stabilité, le renversement de Daoud Khan, en 1978, suivi immédiatement en 1979, par l'invasion soviétique du pays, marque le début d'une période très longue de conflit. Avec le renforcement des groupes de résistants moudjahidin, dont la guérilla entraîna les forces soviétiques encore plus loin dans le conflit, les abus dans les deux camps s'intensifièrent. Dans les années de conflit qui ont suivi, plus de 870,000 Afghans furent tués, trois millions mutilés ou blessés. Un million de personnes furent déplacées à l'intérieur du pays et plus de cinq millions ont été obligées de fuir leur pays.

Le retrait des forces soviétiques, en 1989, laisse en place un gouvernement de plus en plus dépendant des milices pour assurer le contrôle du pays. Alors que pour beaucoup d'Afghans ce départ était un présage de paix, le pays s'est engouffré dans une instabilité croissante. Dans la première moitié des années 1990, les différentes factions moudjahidin se sont affrontées, dans un bain de sang. Dans cette bataille pour le contrôle du pays, les civils ont été soumis à l'arbitraire, aux représailles. Une violence souvent aveugle faite de vols, de tortures, d'emprisonnements et de viols.

Les talibans ont émergé au milieu du chaos de cette guerre civile, gagnant rapidement du terrain et promettant la sécurité à une population lassée par la guerre. Bien au contraire, les politiques répressives des talibans ont accru la pauvreté, répandu les abus en matière de droits de l'homme, la persécution ethnique et les assassinats. Le déplacement et la fuite des populations se sont poursuivis vers le Pakistan, l'Iran et d'autres pays voisins.

Après la chute des talibans, fin 2001, beaucoup d'Afghans ont recommencé à croire à la fin de la violence et à l'amélioration de leur situation. Mais, en 2006, la sécurité s'est gravement dégradée et la violence est désormais à son plus haut niveau, depuis 2001. Si la vie s'est améliorée pour quelques Afghans, presque la moitié de la population vit toujours en dessous du seuil de pauvreté. Plus de 250.000 personnes n'ont toujours pas regagné leur région d'origine et presque trois millions vivent toujours au Pakistan et en Iran. Tous déplacés en raison du conflit.

Toute une génération ne connaît que l'expérience de la guerre. Beaucoup d'Afghans doivent faire face aux conséquences psychologiques, économiques, sociales et physiques des conflits, au passé et au présent. Des interviews et des groupes de discussions, menés auprès de plus de 700 Afghans, nous aident à mettre en évidence l'impact et l'échelle des violences, sur les trois dernières décennies:

- Parmi les personnes interviewées, près de deux sur cinq (43%) parlent de biens détruits, un quart (25%) de terres détruites ; une personne sur trois (34%) a fait l'objet de vols durant le conflit. La perception et les causes de ces violations sont diverses, mais elles s'inscrivent souvent dans un cadre de violence plus général, visant délibérément les populations civiles. Ce climat d'insécurité affecte beaucoup d'individus qui ont du mal à mobiliser leurs forces pour trouver une source de revenus ou nourrir leur famille.
- Trois personnes sur quatre (76%) rapportent avoir été obligées de quitter leur maisons à un moment donné, pendant le conflit. Parmi eux, 41% ont été déplacés à l'intérieur du pays, 42% à l'extérieur et 17% ont vécu les deux types d'exil. Beaucoup d'individus ont été déplacés à plusieurs reprises, fuyant d'un lieu à l'autre en quête de sécurité. Obligés de fuir encore et toujours, quelques mois ou des années plus tard ; parfois après avoir pu rentrer chez eux.
- L'émigration est une stratégie de survie essentielle, pour la plupart des Afghans. Les notions de " choix " sont complexes, compte tenu de la nature prolongée du conflit et les liens inextricables de la pauvreté et de la violence. Interrogés sur le conflit actuel, 17% affirment qu'ils envisagent actuellement de quitter le pays.
- Plus d'un individu sur 10 (13%) déclare avoir été emprisonné. La détention a été décrite le plus souvent comme arbitraire, liée au harcèlement, au racket et aux menaces proférées par les partisans du conflit ceux qui détiennent le pouvoir au niveau local. De nombreux survivants évoquent le fait que les membres de leur famille ont dû verser des rançons. Ou bien encore, ils mentionnent les anciens du village négociant pour obtenir leurs libérations sans violence.
- Un sur cinq (21%) rapporte avoir été torturé. Grosso modo, dans la moitié des cas, ces actes ont eu lieu pendant la détention. La torture est souvent liée à la perception par les tortionnaires de l'origine ethnique et de d'affiliation politique de la victime. Pour beaucoup de femmes, la torture était la conséquence des actions supposées des hommes de leur famille.
- Seulement 1% des individus déclarent avoir reçu un dédommagement ou des excuses pour les torts causés par ces violences. Dans aucun de ces cas, les excuses ou la compensation n'ont été fournies par les responsables directs de ces souffrances. Ce sont plutôt, les anciens de la communauté, les voisins qui ont exprimé leurs regrets de ne pas avoir pu leur offrir plus de protection.
- Sept personnes sur dix (70%) identifient le chômage et la pauvreté comme les causes majeures du conflit, tandis que près de la moitié (48%) accusent la corruption et l'inefficacité du gouvernement afghan. Les autres moteurs du conflit évoqués sont : les talibans (36%) ; l'ingérence des autres pays (25%) ; Al Qaeda (18%) ; la présence des forces internationales (18%) ; l'absence de soutien de la communauté internationale (17%) ; les seigneurs de la guerre (15%) ; et les groupes de criminels (14%).

Recommandations

Nous avons besoin de paix. Les Afghans ont traversé les pires guerres et les pires époques. Aujourd'hui tous les Afghans sont fatigués de la guerre et du conflit. Nous avons besoin de paix pour éduquer nos enfants et avoir une bonne vie. – Homme, Kunduz

Les individus consultés ont exprimé de façon écrasante un désir de paix. Il ne s'agit pas seulement de l'arrêt des violences physiques mais aussi du respect des droits humains fondamentaux, de l'atténuation de la pauvreté, de la mise en place d'un gouvernement efficace et responsable, et de l'accès aux services de base tels que la santé et l'éducation. En fait, les interviewés perçoivent la pauvreté et la corruption comme les deux plus grands moteurs du conflit actuel. S'attaquer à ces deux facteurs est essentiel pour instaurer la sécurité.

Lorsqu'on leur a demandé ce qu'il faudrait faire pour atténuer le conflit, les personnes interrogées étaient très motivées pour explorer les solutions. Fondée sur les points de vue exprimés par les interviewés, voici une liste de préconisations destinées à toutes les parties du conflit. Elles devraient permettre de s'attaquer aux causes du conflit et assurer une plus grande protection des civils :

Pour le gouvernement afghan

- Prendre des mesures sérieuses pour établir l'Etat de droit à tous les niveaux ; sévir contre la corruption et en finir avec la culture de l'impunité et du clientélisme, y compris par une réforme de fond en comble de la police et du système judiciaire.
- Enquêter sur les crimes et les abus liés au conflit et rechercher la justice, la reconnaissance des crimes, la réconciliation et la réparation.

Pour la communauté internationale

- S'engager à apporter non seulement davantage d'aide, mais surtout la rendre plus efficace afin de mieux soutenir les activités humanitaires, de reconstruction et de développement à travers le pays.
- Responsabiliser le gouvernement afghan et l'aider à combattre la corruption et la criminalité.
- Apporter un soutien résolu à la construction de la paix au niveau local ; soutenir les initiatives de la société civile pour résoudre les conflits ; pousser le gouvernement afghan à rechercher la justice, la reconnaissance des crimes, la réconciliation et la réparation, pour les abus commis au cours des 30 dernières années.
- Instaurer un processus de paix régional, intégrant toutes les puissances régionales, pour en finir avec les ingérences négatives dans les affaires afghanes et apporter un soutien constructif pour la sécurité et le développement économique de l'Afghanistan.

Pour les forces pro-gouvernementales

- Améliorer la protection des populations civiles en instaurant des restrictions strictes dans l'usage de la force.
- Garantir le respect de la culture afghane, son histoire et ses traditions.
- Garantir la conduite d'enquêtes transparentes et dans des délais appropriés sur les dommages causés aux populations civiles. Mettre en place des mécanismes de réparation efficaces, responsables et équitables.

Pour les groupes combattant le gouvernement

- Cesser immédiatement de viser les civils et de prendre refuge dans les zones peuplées par des civils.
- Exprimer les doléances et les requêtes par le dialogue politique plutôt que par l'usage de la violence.

Introduction

Avec l'instabilité politique et les troubles qui ont démarré à la fin des années 1970, l'Afghanistan s'est enfoncé dans un climat de conflits, d'instabilité et de chaos qui s'est poursuivi jusqu'à aujourd'hui. Plus de deux millions d'Afghans auraient été tués, selon les estimations, plus d'un million seraient blessés et les institutions étatiques se sont tout simplement effondrées. Les viols de femmes et d'enfants se sont banalisés. Il en va de même pour les détentions arbitraires, les exécutions sommaires et la torture. Même s'il n'existe pas de chiffres précis sur le nombre de disparus, beaucoup d'Afghans ne savent toujours pas ce qui est arrivé à certains membres de leur famille.

Beaucoup de choses ont été écrites sur les guerres en Afghanistan. Mais dans ces récits, les témoignages, les perspectives et les perceptions des Afghans les plus concernés sont souvent absents. Peu d'efforts ont été faits pour examiner de façon systématique les dommages infligés aux Afghans, au cours des trois dernières décennies de guerre ; il existe peu de documentation disponible sur les crimes commis contre la population afghane. Il règne un climat général d'impunité sur les abus liés à la guerre. Les efforts pour comptabiliser les témoignages ont largement été abandonnés. De manière étonnante, la mise en place d'une justice de transition et de réconciliation ne fait pas l'objet d'une grande attention. A moins que le peuple afghan ne se donne l'opportunité de tirer un trait sur le passé, les perspectives d'une paix durable sont très faibles.

Ce rapport n'a pas pour objectif de fournir un catalogue exhaustif sur la violence et les abus pratiqués pendant les dernières années du conflit. Les résultats de cette étude ne peuvent pas être considérés comme représentatifs. La taille de l'échantillon de la population et la diversité des expériences d'une province à l'autre - parfois même d'un district à un autre dans certaines zones - ne nous autorisent pas à parler de représentativité. Ces résultats ne peuvent pas non plus être interprétés comme le reflet de toute la gamme des expériences et des voix d'une population qui présente une telle variété ethnique, religieuse et linguistique.

Cette étude reflète plutôt l'expérience vécue par une population issue d'une relative diversité géographique. Elle s'inscrit dans la ligne d'initiatives actuelles, notamment celles de la Commission indépendante afghane des droits de l'Homme (Afghan Independent Human Rights Commission), pour comprendre l'origine et l'impact du conflit. Peut être de façon plus importante encore, cette enquête représente les perceptions et les désirs de ceux qui ont souffert énormément sans avoir eu le pouvoir d'influencer les acteurs en place, les événements et les circonstances qui leur ont causé tant de torts.

Ce rapport est divisé en trois sections principales. La première partie fait un rapide survol de la série complexe, des conflits chaotiques qui ont tourmenté l'Afghanistan, depuis 1978. En accentuant l'impact du conflit sur les personnes les plus concernées, ce rappel historique doit nous aider à affiner les résultats plus larges de cette enquête. La deuxième section est centrée sur les résultats liés aux expériences individuelles et les perceptions du conflit au cours des trois décennies. La section finale explore les recommandations pour en finir avec la violence. Elles s'articulent autour de l'atténuation des conflits et de la recherche des formes appropriées de reconnaissance et de réparation pour les torts occasionnés.

Contexte historique

Sous le communisme et l'occupation soviétique (1979 – 1992)

Après des décennies de relative stabilité monarchique, le très long règne de Zahir Shah prit fin, détrôné par son cousin Mohammad Daoud Khan, en 1973.² A la fin des années 1970, les tentatives de réformes entamées par Daoud Khan étaient défailtantes. Le mécontentement à l'égard de D. Khan a renforcé les rangs des groupes communistes nationaux qui commençaient à recevoir un soutien très appuyé de l'Union Soviétique. En 1978, D. Khan et sa famille furent exécutés dans un putsch communiste conduit par Nur Mohammad Taraki.

Taraki, tout comme son successeur Hafizullah Amin, a utilisé la violence pour instaurer les réformes socialistes. Il a notamment ordonné des arrestations massives, des tortures et des exécutions sommaires. Beaucoup d'Afghans éduqués, de propriétaires terriens et de chefs religieux, les premières cibles de cette violence, ont été contraints de fuir le pays. Cette brutalité déclencha la résistance des factions islamiques, connues plus tard sous le nom de moudjahidin, et embrasa le pays dans une série de violents soulèvements, au printemps 1979. H. Amin, leader d'une faction communiste rivale, renversa Taraki en Octobre 1979.

Avec l'intensification du conflit, l'Union Soviétique envahit l'Afghanistan à la fin de décembre 1979. Si la présence des troupes soviétiques était légère au départ, elle se renforça au fur et à mesure que la résistance grandissait. Tandis que le gouvernement afghan et les forces soviétiques prenaient le contrôle de la plupart des villes, les moudjahidin menaient la guérilla dans les zones rurales. Les grandes zones urbaines, telles que Kaboul, étaient relativement épargnées, tandis que les zones rurales payaient le plus lourd tribut au conflit.

Même si de nombreuses factions s'étaient relativement agrégées à différents moments du conflit, les moudjahidin n'ont jamais formé un mouvement unifié. Ces groupes étaient largement fragmentés, souvent déterminés par leur origine ethnique, les religions et les liens claniques, très variés en termes à la fois de taille et de capacités. Dirigés par des "commandants," les opérations militaires typiques des moudjahidin prenaient la forme de raids éclairs et d'embuscades. Mais ils utilisaient également le bombardement de cibles gouvernementales, le sabotage des infrastructures, les assassinats et les attaques de roquettes à la fois sur des cibles militaires et civiles. L'habitude des moudjahidin de s'abriter et de lancer les attaques à partir des villages a placé les civils au milieu des tirs croisés.

Pour essayer de tuer ou capturer les combattants moudjahidin et de faire sortir les civils des villages, les forces soviétiques et celles du gouvernement afghan employèrent des tactiques extrêmement brutales. Méthodes qui non seulement violaient le droit international, mais qui ont été qualifiées par certains de génocidaires.³ Les tactiques habituelles comprenaient les attaques aériennes sur les populations civiles, l'installation de mines pour couper les routes d'approvisionnement de la résistance, les raids violents sur les villages suspectés d'héberger des moudjahidin. Les « collaborateurs » présumés étaient détenus et souvent torturés ; beaucoup ont tout simplement disparu.

“Durant la période communiste les gens ont été blessés des deux côtés : les communistes et les moudjahidin. Les gens n'avaient rien qui leur appartenait en propre, ils ne pouvaient pas être dépouillés, pas même de leurs propres femmes. »
– Homme, Herat

“Un jour les Russes ont lancé des attaques au sol et dans les airs avec 15 ou 20 avions qui étaient destinés à débusquer les moudjahidin cachés dans notre village. Près de 40 innocents, des anciens, des femmes et des enfants ont été tués ; les Russes ont emporté 35 personnes toujours portées disparues.” – Homme, Nangarhar



Le coût infligé au pays par les deux camps a été dévastateur. 870,000 Afghans auraient été tués entre 1978 et 1987 – une moyenne de 240 morts par jour.⁴ Les bombardements étaient souvent aveugles : entre 800 et 1000 civils furent tués en une seule journée dans un district de la Province de Faryab.⁵ Plus de la moitié du système d'irrigation du pays a été détruit et la production agricole, même sur les terres cultivables, a chuté terriblement en raison des déplacements de populations et d'autres facteurs.⁶

*“Les forces communistes ont encerclé notre village et tiré à l'artillerie lourde. Elles n'ont laissé aucune chance aux civiles, nous n'avions aucun espoir de survie.”
– Femme, Kunduz*

Les combats ont blessé environ 1.2 millions d'Afghans et laissé trois millions de blessés. Les mines ont, à elles seules, tué 25,000 Afghans pendant la guerre ; on estime que plus de 50 personnes étaient blessées par les mines chaque semaine. Pendant le conflit, plus de cinq millions de personnes – presque un cinquième de la population – ont fui vers le Pakistan ou l'Iran ; deux millions d'autres ont été déplacées à l'intérieur du pays.⁷

Beaucoup de réfugiés se sont installés dans les camps près de la frontière iranienne et pakistanaise ou bien ont migré vers les cités les plus proches. Si quelques uns ont trouvé des opportunités économiques, la majorité d'entre eux ne connaît que l'insécurité, l'absence de services de base et la faiblesse des ressources. Au Pakistan, en particulier, les femmes sont confinées dans l'espace domestique et ont du faire face à plus de restrictions que celles restées en Afghanistan. L'accès aux soins, à l'éducation et aux activités génératrices de revenus étaient extrêmement limité. La plupart des réfugiés vivaient dans une absolue pauvreté. Une étude conduite peu de temps après la guerre, parmi les réfugiés de Quetta, a montré que deux tiers des enfants souffraient de malnutrition.⁸

Les camps de réfugiés et les communautés, particulièrement au Pakistan, ont été des espaces très politisés. L'enregistrement auprès d'un parti moudjahidin était souvent la condition pour accéder aux ressources de base offertes par le gouvernement pakistanais. La distribution de nourriture était souvent détournée ou contrôlée par les chefs locaux ; quelques camps étaient réputés pour être sous le commandement de chefs moudjahidin ou de leurs proches.

Le Pakistan a acheminé une aide substantielle vers les moudjahidin. La plupart du temps cette aide provenait des Etats Unis, d'Arabie Saoudite et d'autres pays. Cette aide était distribuée au plan local par la direction du Pakistan's Inter-Services Intelligence (services secrets pakistanais). A eux seuls, entre 1980 et 1989,⁹ les Etats Unis auraient dépensé environ trois milliards de dollars en aide économique et assistance militaire secrète aux Moudjahidin.

L'augmentation de leurs pertes et le retournement de l'opinion publique contre la guerre ont conduit les soviétiques à organiser leur retrait, formellement conclu dans les Accords de Genève, d'Avril 1988. Avec le retrait des soviétiques et, un peu plus tard, la fin de la guerre froide, les USA ont considéré que leurs objectifs stratégiques étaient atteints. Les Etats-Unis ont ensuite montré peu d'intérêt pour la reconstruction du pays et l'aide américaine a dramatiquement chuté et s'est tournée vers d'autres pays.

Avec le retrait soviétique, le Dr. Najibullah Ahmedzai, ancien directeur des services secrets, qui a repris le pays en 1986, est resté au pouvoir. Bien qu'il se soit accroché au pouvoir pendant quelques années encore, à la surprise des beaucoup d'observateurs, Najibullah s'est reposé de plus en plus sur le soutien des milices pro-gouvernementales ; il a laissé l'aide russe continuer à acheter leur loyauté.

En Mars 1992, Najibullah a accepté de se retirer des affaires après la formation d'un gouvernement intérimaire. Les milices loyalistes ont du changer de côté, ce qui provoqua des rebellions, menées à l'origine par les commandants Tadjiks et Ouzbeks du Nord, alliés au commandant moudjahidin Ahmad Shah Massoud. Ce dernier appartenait à l'Islamic Society, une faction dominée par les Tadjiks de Burhannudin Rabbani. Le gouvernement de Najibullah s'est effondré un mois plus tard, en avril 1992.

Guerre Civile (1992 – 1996)

Une présidence tournante du pays a été mise en place avec un soutien très faible des grandes factions moudjahidin. Sibghatullah Mojadeddi, leader de l'Afghan National Liberation Front (Front National de Libération Afghan), a pris le premier tour de la présidence. Rabbani lui succéda. Le nouveau gouvernement islamique instaura la loi de la Charia, avec de lourdes restrictions pour les femmes. Ce gouvernement n'a toutefois pas réalisé grand chose car il contrôlait peu de zones du pays et seulement quelques quartiers de la capitale. Même les parties de Kaboul visiblement sous contrôle du gouvernement étaient touchées par les roquettes de la faction de Gulbuddin Hekmatyar « Hezb-e-Islami », qui refusait toute alliance avec le gouvernement.

Alors que Rabbani s'était engagé à quitter le gouvernement en décembre 1992, il refusa à la dernière minute. Les factions moudjahidin liées auparavant au gouvernement se sont mutinées. L'unité créée entre les commandants moudjahidin s'est rapidement délitée avec l'éruption de la guerre civile ; le pays s'est enfoncé dans le chaos.

Beaucoup de factions se réclamaient d'un enracinement religieux dans l'Islam. Toutefois il ne s'agissait ni d'un conflit idéologique ni d'un mouvement qui bénéficiait d'un soutien populaire. C'était une guerre pour le contrôle et le pouvoir. Les alliances et les hostilités entre factions moudjahidin étaient largement fondées sur des loyautés de personnes. Beaucoup d'entre elles étaient purement tactiques et de très courte durée. Avec la rupture

“Pendant la période communiste les Russes ont installé un poste de contrôle sur notre terre et nous ne pouvions pas la cultiver, – un terrain de près d'une centaine d'hectares. Après des années, la terre s'est transformée en forêt et nous avons perdu les moyens de subsister. Mon père et le reste de ma famille sont partis au centre de la province de Kunduz et je suis parti travailler au Pakistan. ” – Homme, Kunduz

“ Les moudjahidin ont brûlé nos maisons et nos terres et pris ce qui nous appartenait. Mon mari était un enseignant donc ils ont décrété qu'il était un infidèle. Ils l'ont emmené et l'ont torturé pendant dix jours. Ils l'ont tué et jeté le corps devant nos maisons. Je suis restée seule pour élever nos enfants. ” – Femme, Badakhshan

successive des accords et les changements de mains dans la violence, les populations locales étaient soumises à chaque fois aux représailles des forces victorieuses.¹⁰

“Les pauvres ont le plus souffert parce qu’ils n’ont pas pu s’enfuir. Leurs fils ont été tués aux côtés des moudjahidin et le reste de la famille devait vivre sous les attaques de roquettes. Uniquement ceux qui avaient un peu d’argent ont pu fuir vers un lieu plus sûr.” – Homme, Balkh

Les violations des droits humains, dont les exécutions, enlèvements, emprisonnements, violences sexuelles et autres formes de torture ont été commises par toutes les factions. Le nombre de victimes est difficile à évaluer, mais une estimation parle de 10.000 personnes tuées rien qu’en 1993.¹¹ La bataille pour le contrôle de Kaboul, avec des combats de rue sanglants et des tirs de roquettes réguliers a fait des centaines, sinon des milliers de morts ou de blessés.

Le nombre d’Afghans emprisonnés pendant cette période est également difficile à évaluer mais un rapport d’Amnesty International en 1995, fait état de milliers d’individus enlevés ; peu d’entre eux ont été retrouvés par la suite.¹³ L’enlèvement des femmes, la violence sexuelle et les mariages forcés ont incroyablement augmenté, à cette époque. Le viol des femmes et des fillettes était considéré par les chefs des milices comme des armes de guerre, à la fois pour terroriser la population et pour « rétribuer » les combattants.¹⁴

Dans les zones contrôlées par les moudjahidin, les filles étaient interdites d’école et de travail à l’extérieur. Dans les zones contestées, la menace de violences sexuelles et de « déshonneur » ont poussé beaucoup de familles à retirer les filles de l’école et à les marier très jeunes, pour les protéger. Beaucoup de garçons âgés de seulement 12 ans, étaient recrutés pour se battre dans les factions menées par les seigneurs de la guerre. Cette pratique s’est poursuivie sous les talibans.

En absence d’un gouvernement national, les services de base étaient détruits et les infrastructures totalement anéanties : en 1994, environ 60% des écoles ne disposaient pas de bâtiments. L’absence de salaires réguliers pour la plupart des combattants a encouragé les formes de « prédation » telles que des « taxes » prélevées lors des passages des postes des contrôle, les vols et les diverses formes de crimes organisés et désorganisés. Les moudjahidin souvent perçus comme des héros pendant l’occupation soviétique, sont devenus redoutés et haïs pour le chaos qu’ils ont alimenté.

Lorsque les moudjahidin ont commencé à se battre chaque famille comptait un membre dans le groupe d’en face. Absolument toutes les familles ont été touchées ; certains ont perdu leurs familles d’autres ont perdu leurs biens sous les attaques et les roquettes. Les familles n’étaient plus capables de se faire confiance ; les gens étaient troublés et en colère.” - Homme, Balkh

Après le retrait soviétique, 1.2 million d’Afghans sont rentrés du Pakistan dans l’espoir de vivre en paix. Mais des millions ont été obligés de fuir à nouveau. En 1994, plus d’un million d’Afghans vivaient au Pakistan et à peine moins d’un million en Iran.

En 1993, les talibans, un mouvement Pashtoun relativement inconnu, basé à Kandahar, a commencé à prendre de l’ampleur et à gagner en influence. Ils promirent d’en finir avec la violence et de rétablir l’ordre, en pratiquant des châtiments implacables à l’égard des criminels présumés et en éliminant les postes de contrôle. En Novembre 1994, ils prirent le contrôle de la zone de Kandahar, avec l’appui technique et financier du Pakistan. Leurs combattants sont recrutés à l’origine parmi les jeunes réfugiés non éduqués. Sur leur chemin vers le pouvoir, ils n’ont trouvé que très peu de résistance de la part d’une population harassée. En septembre 1995, ils prirent le contrôle de la plupart des provinces de l’Est, de l’Ouest et du Sud pour atteindre Kaboul l’année suivante.

Le règne des Talibans (1996 – 2001)

Parvenus au pouvoir, les talibans ont imposé des règles très strictes, fondées sur une interprétation extrémiste de la Charia. L'éducation pour les filles a tout simplement été abolie. Les femmes ont été chassées de leur travail, hormis les personnels féminins de santé ; elles ne devaient pas quitter la maison sans escorte masculine et uniquement drapées dans une burqa intégrale. Les guerres successives ont laissé des dizaines de milliers de veuves, ces dernières étaient également soumises aux mêmes lois. Beaucoup d'entre elles étaient soutenues par les organisations internationales ou réduites à la mendicité dans les rues. L'impact sur les femmes, surtout dans les régions urbaines, a été très dur : 81% des femmes interrogées sur Kaboul ont rapporté un déclin total de leurs facultés mentales ; 42% d'entre elles remplissaient les symptômes du syndrome de troubles de stress post-traumatique et 21% ont affirmé avoir assez souvent ou très souvent des pensées suicidaires.

*“Les talibans ont détruit notre pays au nom de l'Islam.” –
Femme, Kunar*

Si les femmes ont fait l'objet d'abus et de discriminations, les hommes et les garçons ont aussi fait l'objet de violences et de restrictions liées à leur genre. Les hommes devaient porter de longues barbes et porter le traditionnel shalwar kameez. Des milliers d'hommes ont été emprisonnés et torturés. Beaucoup ont été soumis au racket, aux abus physiques et aux violences sexuelles.

Le Ministère pour la promotion de la Vertu et la suppression du Vice a (Ministry for the Promotion of Virtue and the Suppression of Vice) a utilisé des méthodes très brutales. Les Afghans, hommes ou femmes, ont été battus en public pour avoir enfreint la loi. Les adultères et autres criminels étaient exécutés dans le stade des sports de Kaboul, chaque vendredi ; les hommes et les femmes étaient rassemblés de force et obligés de regarder. La télévision, la radio, la musique, la danse, les loisirs tels que les cerfs-volants étaient bannis. Les sites culturels non musulmans, comme les Boudhas de Bamiyan, ont été détruits. Les principaux monuments nationaux et les musées, dont beaucoup avaient déjà été endommagés pendant la guerre civile, ont été défigurés et ont fait l'objet de razzias.

*“Pendant la période des talibans, notre vie a été mauvaise parce que nous n'avions pas la liberté de sortir.” –
Femme, Kandahar*

Ces attaques culturelles n'étaient pas seulement destinées à réécrire l'histoire de l'Afghanistan mais faisaient également partie des efforts concertés pour soumettre et éliminer certaines minorités ethniques et religieuses. Les groupes ethniques non Pashtoun, particulièrement les Hazara, ont été persécutés, soumis au nettoyage ethnique et massacrés. Trois cent hommes, femmes et enfants Hazara ont été délibérément assassinés alors qu'ils cherchaient refuge dans une mosquée à Yakaolang, en janvier 2001. Selon certaines estimations, 2.000 Afghans, dont un grand nombre de Hazara, ont été massacrés dans une attaque sur Mazar-e-Sharif en novembre 1998.

*“Toutes les périodes de la guerre ont été mauvaises, mais le règne des talibans a été le pire. Toutes les écoles ont été fermées et la population maintenue dans l'ignorance.” –
Homme, Kandahar*

L'accès aux services de base était extrêmement limité. A Kaboul, un seul hôpital très peu équipé, fonctionnant à peine, devait soigner un demi million de femmes dans la ville ; 87% des femmes à Kaboul évoquent un accès aux soins qui s'était vraiment dégradé. Comme la plupart des enseignants étaient des femmes, l'accès à l'éducation pour les garçons a rapidement décliné également.

L'économie était à l'arrêt. D'après certaines informations, les seules usines qui fonctionnaient en Afghanistan étaient celles des organisations internationales qui fabriquaient des membres orthopédiques (prothèses). Les Afghans sont devenus extrêmement dépendants de l'extérieur pour la nutrition de base.

Une situation exacerbée par une sécheresse terrible en 2000 qui a rendu la moitié des Kabouli dépendants de la nourriture fournie par les organisations humanitaires.

Encore une fois, beaucoup d'Afghans étaient retournés chez eux en espérant que le nouveau régime aller restaurer l'ordre. Mais ces retours n'ont pas duré longtemps. L'émigration reprit de plus belle vers le Pakistan, l'Iran et d'autre pays lorsqu'il devint très clair que les violences ne cesseraient pas ; elles étaient seulement remplacées par de nouvelles formes de répression et d'abus. En septembre 2001, presque 1,5 millions d'afghans résidaient en Iran et deux millions au Pakistan.

“Les talibans ont tué mon mari et mes enfants ont perdu leur père. Toutes nos terres et nos maisons ont été brûlées par les talibans. Nous avons du quitter nos villages pour fuir au Pakistan.” – Femme, Kaboul

En conséquence de l'accroissement des abus en matière des droits de l'Homme, de la pauvreté et du chômage, les talibans ont vite perdu le soutien intérieur dont ils avaient bénéficié au départ. Le peu de soutien international qu'ils avaient reçu se désagrégeait, au fur et à mesure de l'escalade de violence dans la répression, et de l'apparence des liens avec Al Quaida.

Encore et toujours la guerre se poursuivait à l'intérieur de l'Afghanistan. Alors que les talibans consolidaient leurs positions, beaucoup de seigneurs de la guerre on commencé à se rallier à Rabbani, Massoud et Ismail Khan, formant l'Alliance du Nord. Celle-ci regroupait les factions Ouzbeks conduites par Abdul Rashid Dostum, les chiites Hazara et les factions islamistes anti Pashtoun, menées par Abd-e-Rab Rasul Sayyaf. Avec le soutien financier de l'Inde, de l'Iran et de la Russie, l'Alliance du Nord attaqua des cibles militaires et civiles contrôlées par les talibans. L'Alliance obtint très peu de succès militaire. En septembre 2001, les talibans contrôlaient presque 80% de l'Afghanistan.

Le conflit actuel (2001 – aujourd'hui)

Le 7 octobre 2001, une coalition de forces internationales conduite par les Etats unis, a déclaré la guerre au gouvernement taliban. Après les attaques du 11 septembre, les Etats Unis et leurs alliés ont poursuivi leur action militaire ; leur objectif premier était de ne plus faire de l'Afghanistan une base arrière pour les terroristes. Les violations des droits de l'Homme très médiatisées, particulièrement dans le traitement des femmes, ont aussi aidé le monde occidental a apporté un soutien politique à cette guerre.

“La guerre actuelle est beaucoup plus dangereuse pour les innocents à cause des attaques suicide.” – Femme, Kunduz

L'action militaire américaine a été minimale et la majorité des talibans ont fui vers le Pakistan ou se sont fondus dans la population locale. Le dispositif reposait sur des attaques aériennes accompagnées d'un petit nombre d'actions des forces spéciales américaines en appui des forces anti-talibans. Il y a eu en fait très peu de batailles entre les Etats-Unis et les combattants talibans, particulièrement dans le Nord ; la majorité des combats au sol se sont déroulés entre les talibans et l'Alliance du Nord.

Les talibans détenaient un pouvoir morcelé après avoir perdu Mazar-e-Sharif au profit des forces alliées de l'Alliance du Nord. En novembre 2001, l'Alliance occupait Kaboul et les talibans encerclèrent Kandahar le mois suivant. En Mai 2003, les Etats Unis annonçaient la fin des plus grands combats.



A l'automne et à l'hiver 2001, la presse internationale a montré des images d'afghans triomphants célébrant la chute des talibans. En fait, ces images de répit et d'optimisme ont servi à couvrir les aspects beaucoup plus sinistres de l'intervention. Les représailles contre les Pashtouns, les meurtres de masse des talibans et les abus commis par les forces armées américaines ont été abondamment documentés. Il faut évoquer notamment les atrocités commises à Dasht-e-Leili, ou l'Alliance du Nord conduite par Dostum aurait tué, torturé et étouffé plus de 2000 talibans présumés. Sans parler des violences liées à l'origine ethnique, les viols, les pillages et les assassinats de Pashtouns vivant dans le Nord.

“Le conflit actuel a créé beaucoup de tensions et de problèmes parmi les gens. Ils sont très inquiets pour leur avenir. Au début les gens avaient de l'espoir mais l'inefficacité du gouvernement et le bombardement des civils par les forces internationales ont détruit le moral ; La population déteste le gouvernement ce qui fait le lit des opposants.” – Femme, Herat

En novembre 2001, les Nations Unies ont invité les plus grandes factions afghanes, sauf les talibans, à se réunir lors d'une conférence à Bonn (Allemagne). Le 5 décembre 2001, l'accord de Bonn a été signé, avec une administration d'intérim conduite par Hamid Karzai et autorisant une force internationale de maintien de la paix pour sécuriser Kaboul.

Contrairement à la plupart des accords de paix, la Convention de Bonn n'a pas forcé les factions rivales à déposer leurs armes ; elle n'a pas non plus instauré un processus pour établir la vérité et que des comptes soient rendus sur les crimes passés. Au contraire, la Convention a marqué une continuation très claire d'une politique de cooptation des seigneurs de la guerre et des commandants pour atteindre les objectifs américains. Al Qaida et les Taliban ont été exclus de ce processus et beaucoup des factions participantes continuaient d'être armées par les Etats Unis pour se battre contre eux. Bonn a légitimé ces seigneurs de la guerre en leur garantissant des positions importantes et un pouvoir dans le gouvernement intérimaire.

Quelques tentatives ont été faites pour inclure, dans cet accord, des clauses sur la poursuite des criminels de guerre. Beaucoup de participants à Bonn, parmi lesquels ceux qui pourraient être concernés par ces investigations, ont bloqué l'intégration de ces clauses. Ils ont résisté également avec succès aux clauses qui auraient exigé le désarmement de leurs forces. Résultat, le texte ne contient aucune référence au désarmement et à la démobilisation des combattants.

Au mois de juin suivant, une Loya Jirga urgente conféra une certaine représentativité à l'autorité de transition et la constitution afghane fut adoptée en janvier 2004. Les forces travaillant dans la FIAS (Force internationale

“Le combat actuel est très mauvais. La nuit les talibans viennent se réfugier dans nos villages et puis ils repartent. Le jour suivant, lorsque les forces de la coalition apprennent que les talibans sont passés, ils nous bombardent.” – Homme, Helmand

d'assistance à la sécurité) restaient, au départ, largement confinées à Kaboul, jusqu'à ce qu'elles se développent vers le Nord, l'Ouest et le Sud du pays respectivement en 2004, 2005 et 2006. Les Nations Unies ont également privilégié d'abord une approche légère. L'instance internationale disposait, avant 2006, de seulement deux bureaux au niveau provincial.

Les efforts de construction de l'état étaient très épars, dans un pays qui a profondément besoin de loi, d'ordre et d'institutions capables de fournir les services de base. En conséquence, la portée du gouvernement est restée largement limitée à la capitale du pays. La capacité et la formalisation des forces de sécurité afghanes (Afghan security forces), y compris celle de l'armée nationale afghane, a été totalement négligée jusqu'à l'insurrection.

L'Afghanistan reste l'un des plus pauvres, parmi les pays les moins développés du monde. Presque la moitié de la population vit dans la pauvreté, plus de la moitié des enfants souffre de malnutrition chronique. Et plus de 40% de la population serait au chômage.

“Le conflit actuel a créé de mauvaises conditions économiques et augmenté le chômage. Beaucoup de jeunes consomment des stupéfiants. Différents types de violences ont augmenté, notamment la violence domestique.”
– Femme, Parwan

En ce qui concerne l'accès aux services de base, quelques progrès ont été enregistrés, dans les années qui ont suivi la chute des talibans, particulièrement dans la santé et l'éducation. Le nombre d'enfant inscrits à l'école primaire a été porté à plus de six millions et des centaines de sages-femmes ont été formées. Mais les défis à relever dans ces secteurs restent écrasants : actuellement un enfant sur cinq meurt avant l'âge de cinq ans, une femme sur huit meurt des suites liées à la grossesse et ses complications ; deux millions d'enfants, dont deux tiers sont des filles, ne vont pas à l'école primaire.

L'aide internationale à l'Afghanistan est naturellement d'une très grande importance pour les populations. Son volume reste toutefois insuffisant et sa distribution inefficace comporte beaucoup de pertes. Presque 40% de toute l'aide depuis 2001 est retournée aux pays donateurs sous la forme de profits ou de rémunérations. De plus une large part de l'aide n'arrive pas à atteindre les afghans les plus pauvres.

Alors que l'on avait promis à l'Afghanistan –qui en a désespérément besoin– un plan Marshall pour reconstruire le pays et étayer sa sécurité, rien n'a été fait. Les niveaux d'aide et autres ressources engagés en Afghanistan dans les années qui ont suivi la chute de talibans ont été insuffisantes pour faire face aux problèmes. L'aide promise a été livrée trop lentement et l'invasion qui a suivi en Irak a détourné l'attention des politiques et des ressources de l'Afghanistan.

Ensemble, ces facteurs ont créé un vide dans certaines régions ou renforcé les seigneurs de la guerre dans d'autres. Ils ont aussi laissé de nombreux Afghans dans la désillusion totale. La détresse sociale et économique rend les Afghans encore plus vulnérables aux factions anti-gouvernementales.

“Nous avons tout perdu dans nos vies à cause de la guerre. Aujourd'hui les assassins sont au pouvoir. Ils ne pensent pas à ce qui est le mieux pour notre pays mais seulement à leurs bénéfices.” – Homme, Faryab

En 2006, la sécurité s'est rapidement détériorée. Les bombes sur le bord de la route et les bombardements ont presque doublé par rapport à l'année précédente ; les attaques suicides se sont multipliées par six et il y a eu plus d'un millier de victimes civiles. La sécurité s'est dégradée encore jusqu'en 2009. La violence a atteint aujourd'hui son plus haut niveau depuis la chute des talibans. Ces derniers et d'autres miliciens ont étendu leur contrôle vers le Sud, l'Est et vers quelques provinces du Nord, de l'Ouest et du centre.

Presque de la moitié du pays est considéré actuellement, comme étant trop dangereux d'accès pour les Nations Unies et les autres organisations internationales.

Plus de 250.000 Afghans, pour la plupart dans le Sud et l'Est, sont des réfugiés de l'intérieur en raison du conflit actuel. Plus de cinq millions d'Afghans sont retournés chez eux entre 2002 et 2008, mais il faut toujours compter avec plus de deux millions de réfugiés restés au Pakistan et 900,000 en Iran.

Beaucoup de réfugiés sont jeunes, n'ont jamais connu l'Afghanistan en paix, ont passé la plupart de leur vies en dehors de leur pays et n'ont pas pu développer les compétences qui leur aurait permis de s'intégrer en Afghanistan. Selon une étude récente sur les réfugiés vivant au Pakistan, 71% rapportent n'avoir reçu aucune éducation formelle, 89% n'ont pas de compétences et 71% pas de revenu mensuel.

Même si les civils sont moins directement touchés dans le conflit actuel que dans d'autres périodes du conflit, les civils paient toujours le plus lourd tribut en termes de violence ; ils sont souvent la cible des insurgés. En 2008, tous les quatre jours trois Afghans, en moyenne, étaient assassinés par les opposants au gouvernement. Ils sont accusés le plus souvent d'association avec le gouvernement ou les forces internationales. Les morts civils liés à l'intervention internationale sont restés très élevés, avec plus de 750 Afghans morts dans les bombardements aériens entre janvier 2008 et juin 2009.

Dans les zones très convoitées, la violence à l'égard des civils est encore plus élevée. Beaucoup de civils afghans sont pris en étau entre un gouvernement largement perçu comme corrompu qui peut fournir quelques services de base et peu de protection, des groupes criminels et des seigneurs de la guerre, parfois liés au gouvernement, qui volent et suppriment les population locales et des insurgés qui usent systématiquement de la violence et de la terreur contre les civils à leurs propres fins. Dans de nombreuses parties du pays, les Afghans n'ont tout simplement pas d'endroit ou aller.

Dans les régions les plus sécurisées, les Afghans se battent toujours pour surmonter les trois décennies de guerre. Même si deux tiers des mines identifiées ont été désamorçées, 15% de la population vit toujours dans une zone contaminée par les mines. L'absence de gestion transparente des ressources et l'exploitation effrénée du bois, qui a atteint son plus haut niveau sous les talibans, continue à dévaster les richesses naturelles et a épuisé plus de la moitié des forêts.

Tout comme les cicatrices physiques de la guerre, les séquelles psychologiques sont également profondes. Deux Afghans sur trois souffrent de dépression et d'autres troubles psychologiques. A l'identique, une étude de 2004 sur les femmes de la province de Nangarhar a montré que 20% des femmes avaient les symptômes du syndrome de stress post-traumatique, 38.5% souffraient de dépression et 51.8% d'anxiété.

Peu de choses ont été faites pour s'intéresser à l'héritage du passé. Alors qu'un plan de justice de transition avait été annoncé en 2005 par H. Karzai, le gouvernement afghan a été lent à prendre acte de ses recommandations. Par la suite, le parlement afghan a pris une résolution de garantie d'amnistie pour les individus qui auraient commis des crimes de guerre avant 2001.⁴⁶

“Aujourd'hui beaucoup d'Afghans sont sans emploi et les familles envoient leurs jeunes à l'étranger pour travailler ; parfois ils sont tués ou disparaissent.” – Homme, Faryab

“Les problèmes actuels sont les conséquences du conflit passé. Les familles vendent leurs filles pour de l'argent afin de sauver les autres membres de la famille de la faim. Les enfants travaillent durement au lieu d'aller à l'école parce qu'ils n'ont pas de pères et qu'ils sont soutien de famille.” – Homme, Balkh

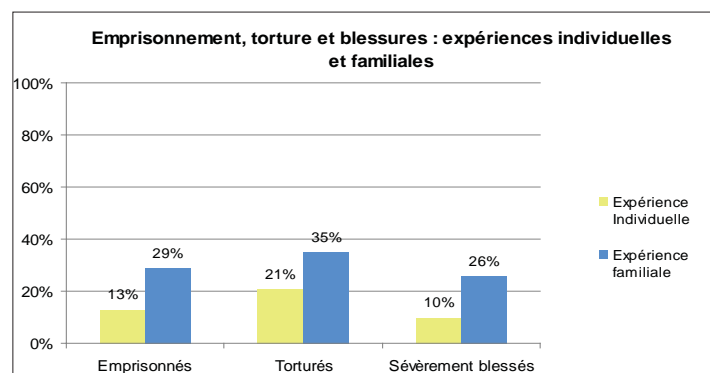
Les expériences du conflit

Pour mieux appréhender l'ampleur des violences et la façon dont les Afghans ont tenté de survivre, une étude a été réalisée dans 14 provinces à travers le pays. De janvier à avril 2009, 704 Afghans hommes et femmes, ont été tirés au sort. Cette enquête comporte des interviews structurées et des groupes de discussion (hommes et femmes séparés) effectués dans chaque localité. Ce travail s'est concentré premièrement sur les expériences personnelles des trois dernières décennies. Deuxièmement, sur les perceptions du conflit actuel, et enfin sur les recommandations adressées aux décideurs nationaux et internationaux. Cette première section présente les expériences et les perceptions, les recommandations étant traitées dans la section finale.

Les provinces sélectionnées ont été choisies à travers l'Afghanistan pour donner une image représentative de la diversité des conflits. Quatre provinces au Nord (Badakhshan, Kunduz, Balkh et Faryab), trois à l'Est (Kunar, Nangarhar et Paktia), deux au Sud (Kandahar et Helmand), quatre au centre du pays (Daikundi, Bamiyan, Kabul et Parwan) et une dans l'Ouest (Herat). La majorité des lieux sélectionnés pour l'étude ne faisaient pas l'objet de conflits actifs au moment des entretiens. Cette étude, comme toute recherche, comporte un certain nombre de contraintes, exposées dans les Annexes A et B. Un résumé est également disponible dans l'Annexe B.

Emprisonnement, tortures ⁴⁷ et blessures.

Approximativement un individu sur dix rapporte avoir été emprisonné au moins une fois ; 29% des interviewés affirment avoir eu un ou plusieurs membres de leur famille emprisonnés, à un moment ou un autre, depuis 1979. La majorité de ces emprisonnements se sont produits pendant la période communiste et celle des talibans.



Parmi ceux qui ont fait de la prison, environ un tiers (32%) sont des femmes et deux tiers (68%) des hommes. Les femmes avaient un peu plus de chances, statistiquement, d'être emprisonnées pendant la période des talibans que sous le communisme ou pendant la guerre civile. Elles formaient 37% des prisonniers à l'époque des talibans. La détention et l'emprisonnement sont le plus souvent décrits comme arbitraires et précédés ou suivis de harcèlements, de menaces et de violences. Souvent, les survivants décrivent comment leurs familles ont dû payer des rançons ou faire appel à des « anciens » pour négocier leur libération.

“Pendant la période des talibans, tous les hommes de ma famille ont quitté le village ; mes sœurs, ma mère et moi nous sommes restées. Les talibans nous ont accusées d'espionnage et nous ont emprisonnées. Après plusieurs pourparlers nous avons été libérées mais nous avons toujours peur que les Taliban nous tuent...alors nous nous sommes enfuies dans les montagnes. Nous n'avions rien à manger. Nous mourrions de faim.” – Femme, Bamiyan

Une personne sur cinq (21%) rapporte avoir été torturée au moins une fois durant le conflit. La majorité de ces événements ont eu lieu sous les talibans (38%) ou pendant les périodes de guerre civile (29%). En moyenne, 37% de ceux qui ont rapporté avoir été torturés étaient des femmes. Toutefois, ce chiffre a fluctué dans le temps. Les femmes formaient 24% des personnes torturées pendant le communisme mais 44 % pendant la guerre civile et 42% pendant la période des talibans.



“Ma pire expérience s’est produite, lorsque toute ma famille a été arrêtée et emprisonnée par les moudjahidin. Ils nous ont frappés et nous ont accusés d’être des Khalq (communistes). Ils ont pris tous nos biens et notre terre. Puis les communistes ont arrêté mon père. Ils l’ont accusé d’être un moudjahidin et l’ont tué.” – Homme, Kabul

Parmi les individus qui ont rapporté avoir été torturés, près de la moitié ont été emprisonnés. La torture et, par extension, l’emprisonnement, n’étaient pas forcément liés aux institutions officielles de l’Etat ou du système de justice ; la plupart étaient inexistantes pendant les différentes périodes du conflit. Les responsables étaient liés aux acteurs qui avaient, à ce moment-là, le monopole du pouvoir et de la violence.

“Mon père et mon grand père ont été emprisonnés et torturés par les moudjahidin. Mon père et mon oncle ont étudié en Russie donc ils les ont accusés d’espionnage. Lorsque les moudjahidin les ont libérés, les communistes sont venus les chercher. Ils ont affirmé qu’ils étaient les alliés des moudjahidin. Ils les ont mis dans l’eau, ils ne pouvaient pas respirer, ils ont utilisé l’électricité et les ont battus. Mon grand père est mort et mon père a eu de gros problèmes psychologiques. – Femme, Herat

“Les moudjahidin ont détruit notre magasin et notre maison ; ils ont menacé ma famille. Ils ont torturé mon oncle et les conséquences psychologiques l’ont tué. Nous avons dû fuir vers le Pakistan ; mon grand père est devenu très triste, il ne parle plus ». – Femme, Kunduz

Pendant le conflit actuel, personne n’affirme avoir été emprisonné et seulement 1% dit avoir un membre de sa famille en prison ; 1% déclare avoir été torturé et 1% affirme que cela concerne un membre de sa famille. La plupart de ces actes se sont déroulés dans les localités les moins sécurisées des provinces de l’Est et du Sud, des provinces sous-représentées dans cette étude.

Une personne sur dix (10 %) affirme avoir été très blessée à l’issue du conflit et un quart (26%) déclare que cela concerne un membre de sa famille. Beaucoup de ces blessures et les handicaps associés étaient souvent liés à la torture, aux combats ou aux éclats d’explosifs.

“ Pendant la période communiste, beaucoup de membres de notre famille ont été martyrisés et blessés, même ceux qui ne se battaient pas. Mes deux oncles ont été blessés dans les explosions de mines ». – Homme, Helmand

“Les talibans m’ont emprisonné avec mon frère. Ils nous ont demandé des armes, mais nous n’en avons pas. Ensuite, ils nous ont demandé trois millions d’Afghani (environ 60.000 dollars) Mais nous n’avions pas l’argent. Alors, ils nous ont frappés et torturés pendant plusieurs jours. Ils ont blessé mon poignet et j’ai toujours très mal à cet endroit.” – Homme, Bamiyan

“Mon premier fils a été martyrisé et un autre est aujourd’hui blessé. Quelques unes de ces bombes ressemblent à des jouets. Mon fils en a pris une, elle a explosé, il est à l’hôpital depuis deux mois.” – Homme, Kandahar

Ces accidents, étaient également répandus, sous la période communiste, la guerre civile et la période talibans. Dans le conflit actuel, ils forment un petit nombre de cas. Les statistiques nationales ne corroborent pas les éléments de l’étude concernant les dispositifs militaires actifs tels que les mines, abandonnées sur le terrain après trente ans de guerre. Entre 50 et 55 décès par mois sont liés aux engins qui n’ont pas explosé. 2.7% de la population souffre d’un handicap, pour beaucoup lié à la guerre.

Violence sexuelle

La majorité des personnes étaient extrêmement réticentes à s’exprimer sur des violences sexuelles personnelles. Ceci est directement lié aux tabous associés à ces questions dans la société afghane. Ceci étant dit, très peu de personnes remettent en cause l’existence de violences sexuelles liées au conflit.⁴⁸ Les femmes font souvent référence aux violences sexuelles vécues dans leur communautés ; les hommes ont rapporté des cas où les femmes avaient été violées ou « déshonorées », en particulier pendant la période de la guerre civile. La violence sexuelle contre les hommes et les garçons est rarement mentionnée. Lorsque le sujet était abordé, les personnes décrivaient ces violences comme étant liées à la torture et à l’emprisonnement.

“Ma cousine a été enlevée et violée pendant l’époque des moudjahidin. C’était très dur. Elle a du quitter l’école. Toutes les filles de mon village ont du arrêter l’école après cet événement, en raison de la peur des moudjahidin.” – Femme, Herat

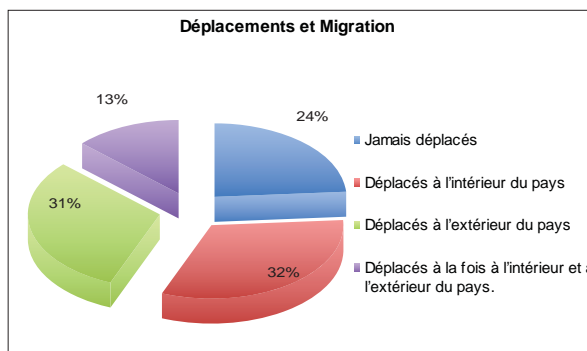
“Les femmes de notre district ont le plus souffert, particulièrement pendant la période des moudjahidin, car les deux camps violaient les femmes du groupe ethnique opposé.” – Homme, Kunduz

“La plupart de ceux qui ont souffert sont des femmes. Certaines sont veuves et parfois elles ont été violées, sexuellement agressées ou attaquées physiquement pendant la guerre.” – Femme, Daikundi

Beaucoup de personnes perçoivent ces violences sexuelles contre tous, comme une arme de guerre qui permet d’imposer la terreur. Il s’agit également de représailles sur les femmes organisées contre les hommes recherchés, soit pour leur origine ethnique ou pour leurs affiliations politiques. Les femmes en particulier s’expriment sur les répercussions de tels actes. Elles ont fréquemment formulé les restrictions dans leur vie publique : l’impossibilité d’aller à l’école, de travailler à l’extérieur et le mariage très jeune. Ces deux mesures sont perçues par les hommes comme le moyen de protéger l’honneur des femmes et de leurs familles.

Déplacements et migrations

Trois personnes sur quatre interrogées (76%) ont été obligées de quitter leur maison, à un moment ou un autre pendant le conflit, ces trente dernières années. Des données en parfaite cohérence avec



les éléments publiés par le Comité International de la Croix Rouge en 2009.⁴⁹ Parmi elles, 41% ont été déplacées à l'intérieur du pays, 42% à l'extérieur, la plupart du temps vers le Pakistan ou vers l'Iran ; 17% ont subi les deux formes d'exil, à un moment ou un autre du conflit. Beaucoup de personnes ont été déplacées à plusieurs reprises. Toujours en quête de plus de sécurité, rattrapées par les combats en l'espace de quelques mois, (parfois après avoir réintégré leur foyer), elles ont été obligées de fuir encore et toujours.



Quelles que soient les provinces, les femmes choisissent plus souvent que les hommes l'exil intérieur. Ces derniers ont plus tendance à choisir l'étranger. Toutefois, la diversité et la complexité des situations entravent sérieusement toute analyse générale. L'émigration à la fois contrainte et volontaire fait partie de la vie de la plupart des interviewés et forme une stratégie de survie physique et économique très importante.⁵¹

Pour beaucoup de personnes la relation entre la pauvreté et le conflit sont profondément indissociables. Ce mélange complexe des deux facteurs influence souvent leur décision de quitter leur pays et leurs communautés. La question du choix de l'émigration en Afghanistan est particulièrement complexe, en raison de la longueur du conflit et de sa mobilité sur le territoire. Tandis que certains ont fui la violence directe, d'autres ont anticipé les violences ou encore l'absence de protection, après la destruction de leur biens, des terres agricoles et d'autres structures de production.

“Du fait de la guerre, nous avons perdu l'accès à nos terres, nos vergers sont asséchés, nous avons dû quitter nos villages pour l'Iran. Pendant cet exode, nous avons tous dû travailler, même nos enfants qui n'ont, de ce fait, pas été scolarisés.” – Homme, Herat

“L'expérience la plus difficile a été de fuir les talibans. J'ai vu tellement de massacres et d'arrestations. Nous avons très peur. Nous avons dû marcher vers la Vallée de Sadaat et il faisait très froid. J'ai vu une femme et ses enfants, incapables de marcher, abandonnés derrière les buissons. Personne ne pouvait les conduire vers un lieu plus sûr.” – Femme, Bamiyan

Les personnes les plus pauvres ont fréquemment dit qu'elles voulaient quitter le pays, mais étaient incapables de le faire pour des raisons financières. Lorsque leur communauté était affectée par les combats ou que l'insécurité augmentait, elles ont cherché un refuge temporaire dans les villages voisins ou dans le district.

“Particulièrement dans notre pays, les pauvres gens ont beaucoup souffert. Ils n'ont pas l'argent pour pouvoir se rendre à l'étranger. Certains n'ont même pas assez d'argent pour fuir vers les villes. Leurs enfants n'ont pas été à l'école. Leurs terres ont été détruites.” – Homme, Parwan

La plupart des exilés affirmaient, dans une certaine mesure, avoir été capables de mener une vie digne (84%). Comme d'autres enquêtes l'ont montré, la préservation de leur dignité et de celle de leur famille peut être un facteur déterminant dans la décision des Afghans de quitter leurs foyers.⁵² Toutefois, les personnes ont souvent évoqué le désespoir et les épreuves associés à ces expériences— sans lien avec le fait de savoir s'ils avaient été capables de vivre dignement ou non.

“Nous étions des réfugiés et avons vécu dans les villages pakistanais ou les camps de réfugiés afghans. A certains moments, nous n'avions aucune ration alimentaire alors que nous avions

l'habitude de travailler très durement dans la journée, pour gagner notre vie.” – Homme, Nangarhar
“C’est trop dur de vivre sous la tente. Après avoir été déplacés, nous avons vécu sous la tente et tous mes enfants ont été malades. Nos systèmes militaires et scolaires ont été détruits ; nous n’avons pas pu retourner dans nos maisons. Mes enfants ont été privés d’éducation et lorsque nous sommes retournés dans nos foyers, il n’y avait plus rien. Les systèmes d’irrigation, les canaux et les forêts ont été détruits. Nous avons enterré nos familles dans les pays étrangers et les avons laissées là-bas. Beaucoup de nos jeunes ont été martyrisés et leurs tombes ne sont toujours pas connues.” – Homme, Paktia

“Pendant notre exode, nous avons eu beaucoup de problèmes. Nous n’avions pas d’argent, pas d’accès à l’éducation et pas d’abri ; comme nous sommes Afghans, nous n’avions aucune dignité dans le pays hôte.” – Femme, Herat

Compte tenu de la variété des conflits et le fait que beaucoup d’individus ont été déplacés plusieurs fois, le calcul du risque et la décision d’émigrer sont liés à la manière dont on perçoit le conflit, à un moment donné. Interrogés sur le conflit actuel, 17 % affirment qu’ils envisagent actuellement de quitter l’Afghanistan.

“Le marché a été bombardé et nous avons dû quitter le village en raison des combats actuels. Les forces internationales ont bombardé notre village. A Kandahar, nous avons beaucoup de problèmes – pas d’électricité, pas de travail et beaucoup d’autres soucis. Je veux vraiment quitter l’Afghanistan avec ma famille, mais nous n’avons pas d’argent pour l’instant, donc nous devons rester.” – Homme, Kandahar

“L’impact de la guerre a été très important ; nous souffrons toujours. Désormais, moi et ma famille nous avons peur de ce qui va se produire si la guerre continue, parce que nous n’avons pas d’autre endroit où aller. Dans notre région, parfois il y a de la nourriture disponible et parfois pas.” – Homme, Kunduz

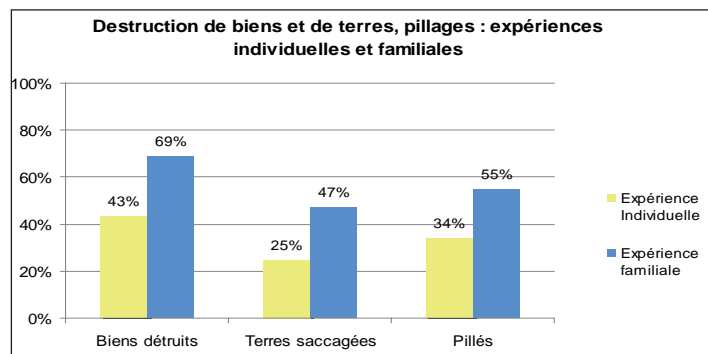
Parmi les personnes qui pensent quitter le pays, beaucoup habitent dans des régions très insécurisées telles que Kandahar, Paktia et Helmand. Mais le même nombre pratiquement des candidats à l’exil réside dans une zone plus sécurisée. Preuve, s’il en fallait, de la complexité de la motivation derrière la décision d’émigrer. Parmi ceux qui pensent quitter le pays, 80% souhaitent le faire avec leur famille, tandis que 20% pensent le faire tout seul.

Vols et biens endommagés

Approximativement deux personnes sur cinq (43%) ont vu leurs biens détruits. Pour la majorité d’entre eux (71%), ces faits se sont déroulés pendant la période communiste et sous les talibans ; très peu d’entre eux (2%) évoquent le conflit actuel.

Un quart des personnes (25%) ont vu leurs terres détruites.

Essentiellement pendant la période communiste pour 42% d’entre elles ; l’autre moitié environ des destructions s’est déroulée sous le régime des talibans (27%) et pendant la guerre civile (22%). En partie, ceci reflète les tactiques et les armes spécifiques utilisées la plupart du temps sur le terrain. Ainsi, la plupart des mines posées et l’accroissement des bombardements aériens, se sont produits pendant la période communiste. De plus, 47% des personnes affirment qu’un membre de leur famille a subi la destruction de ses terres.



“Pendant la période communiste, les soldats du gouvernement sont venus chez nous et ont dit que nous cachions des moudjahidin. Lorsque nous avons ouvert la porte pour leur montrer que nous n’avions personne, ils ont pillé notre maison. Ils nous ont attachés et nous ont mis dans

une pièce séparée de sorte que nous ne pouvions rien entendre. Ils ont volé nos biens et nous ont frappés. Nous avons survécu, mais il n'y avait aucun gouvernement ou autorité légale à ce moment-là, vers laquelle nous pouvions nous tourner.” – Homme, Nangarhar

“Les talibans ont brûlé nos maisons. Ils se disaient eux-mêmes musulmans, or ils ont brûlé nos maisons avec le Saint Coran à l'intérieur et d'autres objets religieux ; ils ont brûlé nos arbres fruitiers et ont essayé de déraciner nos vergers. A cette époque, les gens avaient peu de voitures, ils utilisaient des ânes. Ils ont même mis le feu aux ânes pour qu'il ne nous reste plus rien.” - Homme, Parwan

La destruction et la perte des biens sont, la plupart du temps, attribuées aux bombardements et aux attaques de roquettes, aux raids opportunistes ou encore aux attaques intentionnelles avec harcèlement. Souvent les terres ont été inutilisables après leur occupation militaire, la pose de mines, la destruction des systèmes d'irrigation et d'approvisionnement en eau. Et bien d'autres actions délibérées afin de rendre les terres non cultivables. Durant la période soviétique, la destruction des biens était généralement concentrée dans les zones rurales. Ces destructions se sont un peu plus déplacées vers les zones urbaines, pendant la guerre civile. Les attaques de biens ont été centrées sur les zones de résistance sous les talibans ; le Nord et le centre du pays ont été les plus affectés.

La destruction des biens ou des terres n'était généralement pas un acte isolé. Ces opérations de vols et de pillages faisaient partie d'un cadre général de violences délibérément orientées contre les civils. Une personne sur trois (34%) affirme avoir été volée à un moment ou un autre pendant le conflit et plus de la moitié (55%) déclare qu'un membre de sa famille a été spolié. Beaucoup de personnes tirent de ces expériences un sentiment d'insécurité dans leurs propres communautés ; leurs sources de revenus ont été détruites, motivant ainsi souvent leur décision d'émigrer.

Au regard du conflit actuel, les interviewés mentionnent très peu de dommages sur les biens. Cela concerne 2% de personnes et 1% des membres de leurs familles ; la destruction des terres (1% de personnes et 1% des membres de leur famille) ; les pillages (1% de personnes et 1% de membres de leur famille). En général, ces mauvais traitements avaient plutôt tendance à se produire dans les zones de notre étude les plus affectées par le conflit actuel, c'est-à-dire les provinces du Sud et de l'Est du pays.

Traumatismes

L'impact psychologique du conflit est extrêmement difficile à mesurer, particulièrement sur des périodes aussi longues. Toutefois le sujet a souvent été soulevé par les personnes au cours des entretiens ou dans les groupes de discussions. Les personnes décrivent des pertes de mémoire, de la peur, de l'anxiété ou expriment des inquiétudes sur l'impact psychologique concernant les enfants.

“A cause de toutes ces années de guerre, beaucoup de civils ont été tués et leurs maisons détruites. Les gens vivaient dans la crainte et n'avaient pas d'espoir de paix.” – Femme, Parwan

“Les enfants ont beaucoup souffert, ils ont été psychologiquement touchés parce qu'ils ont été les témoins de crimes et de tortures. Parfois ils ont eu faim pendant plusieurs jours et ont du marcher sur de longues distances pendant l'exode.” – Femme, Bamiyan

“Quel effet pensez-vous que cela a eu sur la population ? Deux millions de personnes martyrisées, 70% de l'Afghanistan est détruit et notre économie est laminée. La moitié de notre population est folle. Un homme qui a trente ou quarante ans aujourd'hui en paraît soixante-dix. Nous vivons toujours dans la peur. Nous ne sommes en sécurité nulle part en Afghanistan, ni à Kaboul ni à Jalalabad.” – Homme, Nangarhar

Il y a un lien très clair entre la peur, l'anxiété et l'insécurité associées au conflit actuel. Beaucoup de personnes, y compris dans les zones réputées pour être plus sûres, indiquent que le conflit perpétuel entrave leur capacité à guérir psychologiquement. Une situation qui les force à revivre des expériences douloureuses. Les raids aériens en sont un exemple. Ces événements ont replongé plusieurs personnes dans la période des bombardements aveugles et persistants des forces soviétiques, sous le communisme.



“ Le bombardement des civils par les Russes hier est strictement identique au bombardement des civils par les Américains aujourd’hui.” – Homme, Herat

Dans le conflit actuel, la nature imprévisible des attaques suicides et d’autres systèmes d’explosion improvisés, le fait qu’ils sont relativement nouveaux dans la guerre, ajoute également beaucoup d’anxiété.

“Dans les zones urbaines, ils vivent dans la peur des attaques suicides et des bombes contrôlées à distance.” – Homme, Kandahar

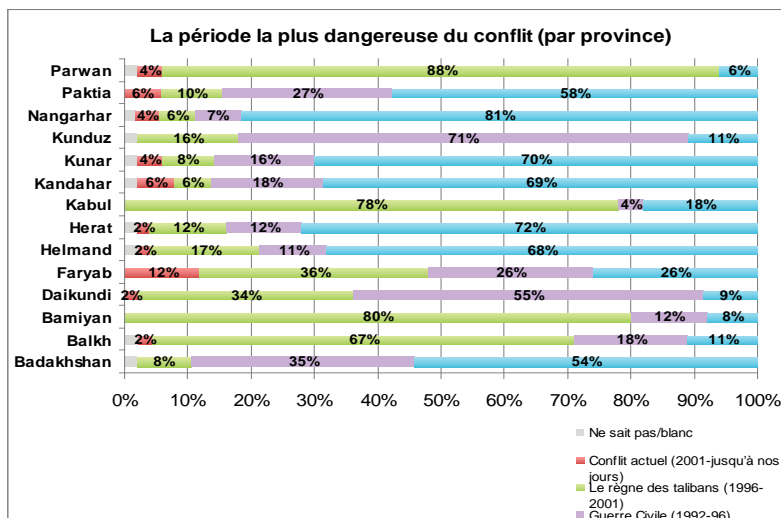
“Les gens qui vivent dans les zones rurales et dans les zones urbaines ont souffert de la même façon. Les femmes et les enfants doivent faire face à beaucoup d’anxiété sur les choses telles que les enlèvements, les attaques suicide et les bombes contrôlées à distance, récemment posées dans les souks. » – Femme, Kandahar

Réparations

Approximativement 1% des personnes ont rapporté avoir reçu des excuses ou des compensations pour les dommages liés au conflit. Ces réparations, sous une forme ou une autre, sont venues de gens neutres par rapport aux faits ; Il s’agit de chefs de village ou de voisins qui ont exprimé une culpabilité pour ne pas avoir été capable de leur offrir une protection. La compensation de la perte de la vie ou des dommages matériels est généralement très importante pour les survivants, quelle que soit cette source de compensation. L’étude conduite dans le cadre de la Campagne pour les victimes innocentes dans le conflit (Campaign for Innocent Victims in Conflict / CIVIC) montre que les excuses ou une autre forme de réparation apportées par les responsables directs des abus sont perçues beaucoup plus positivement et permettent davantage de tourner la page.⁵³

Perceptions du conflit actuel

Interrogés sur la période du conflit qu’ils estimaient la plus dangereuse, 38% ont évoqué la période communiste, 22% la guerre civile et 33% les talibans. Ces données sont conformes aux éléments généraux de l’enquête ; la perception de la période du conflit ayant eu l’impact le plus néfaste est toujours antérieure au conflit actuel. Toutefois, comme le montre le schéma ci dessous, il y a une variation régionale dans la façon dont les gens ont perçu la dangerosité des périodes précédentes du conflit. Une fois de plus, cet exemple atteste de la variété de ces expériences à travers l’Afghanistan.



En moyenne, seulement 3% ont évoqué le conflit actuel comme étant le

plus néfaste – la même proportion que celle de l’abstention à la question. Ceci est particulièrement surprenant au regard des zones les plus insécurisées, telles que Kandahar et Helmand. Toutefois, ces données peuvent être partiellement imputables à deux éléments :

- les chercheurs ont eu un accès limité aux zones de conflits très actifs.
- la période de conflit actuel est relativement courte, surtout comparée à la période communiste.

Si beaucoup de personnes trouvent que le conflit actuel est comparativement moins dangereux, leurs perceptions sur la façon dont les périodes de conflit se différencient sont très variées.

“La guerre actuelle est différente parce que maintenant nous avons les attaques suicides, les bombes contrôlées à distance, les enlèvements, les trafics humains et une criminalité élevée.”
– Homme, Kandahar

“La seule différence entre l’époque actuelle et les périodes précédentes, c’est qu’avant les combats concernaient 80% du pays, aujourd’hui ils couvrent seulement 40% du territoire.” – Homme, Parwan

“Auparavant, la guerre était menée en face à face. Mais aujourd’hui vous ne pouvez rien prévoir avec une attaque suicide.” – homme, Kaboul

“Les guerres n’ont aucune différence. Les moudjahidin ont tué mon père et ensuite les talibans ont torturé et tué mon frère ; ce sont toujours les populations qui souffrent.” – Femme, Daikundi

Dans les zones de conflit actif, le danger est toutefois évident. Les personnes ont évoqué l’impact direct de la violence, le harcèlement, les raids aériens et les attaques suicide, ainsi que la peur et l’anxiété occasionnées. Beaucoup étaient également inquiets de l’impact sur l’éducation de leurs enfants lorsque les conditions de sécurité entraînent la fermeture des écoles et entravent ainsi leur capacité future à gagner leur vie.

“Dans le conflit actuel, les talibans se sont abrités dans nos villages et ensuite nous avons été bombardés. Les civils sont piégés et vulnérables même dans leurs villages... les combats sont arrivés dans notre région parce que les talibans et al Qaeda se sont installés dans nos villages. C’est pour cette raison que les forces internationales nous ont bombardés. Nous espérons que vous allez porter ce message aux Nations Unies.” – Homme, Kandahar

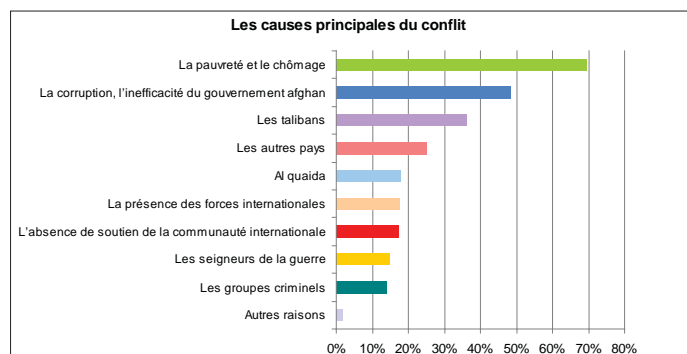
“En raison de cette guerre, nos enfants sont privés d’éducation et nos écoles sont fermées.” – Femme, Helmand

Dans les zones où il y a eu moins de violences physiques pendant le conflit actuel, les personnes avaient plus tendance à exprimer la peur et l’anxiété sur l’extension du conflit ou la frustration liée à la mauvaise gestion gouvernementale, à la pauvreté et à l’absence d’emplois.

“En ce moment notre village est sécurisé, mais j’ai vraiment peur que la guerre ne se rapproche et que je ne sois plus en mesure d’aller à l’école.” – Femme, Daikundi

“La bataille actuelle ne nous a pas encore touchés. Nous ne souffrons que de problèmes d’emploi, de pots de vin et de corruption.” – Femme, Paktia

“La guerre actuelle n’est pas aussi destructrice que les guerres précédentes, mais elle empêche le développement de l’Afghanistan, plus particulièrement les progrès sur la situation des femmes. La participation sociale des femmes s’est un peu améliorée mais elles ne se sentent pas psychologiquement en sécurité. Les menaces des talibans et les enlèvements ont eu un impact très important sur nos vies.” – Femmes, Herat





Interrogés sur les causes majeures du conflit, les interviewés voient la situation comme une conséquence d'un ensemble complexe de facteurs. Les personnes ont été invitées à choisir plusieurs facteurs sur une liste de dix. Toutefois, la majorité (70%) d'entre eux a placé le chômage et la pauvreté au rang des facteurs déterminants ; ils ont également établi un lien de cause à effet très clair entre la violence structurelle de la pauvreté et la violence physique de la guerre.

“Si les gens ont du travail, les combats vont cesser.” – Homme, Kandahar

“ Dieu merci, les combats que nous avons vu sous les talibans n'ont plus cours aujourd'hui, même s'ils poursuivent leurs attaques suicide. Le danger majeur du conflit actuel est la pauvreté et le chômage. S'il y a des opportunités d'emploi, il n'y aura plus de meurtres. – Femme, Kaboul

« Lorsque les gens perdent leurs emplois, ils sont capables de n'importe quoi. » – Homme, Parwan

Un peu moins de la moitié de l'ensemble des personnes interrogées (48%) a identifié la corruption et l'inefficacité du gouvernement afghan comme une cause majeure du conflit. Néanmoins cette réponse était plus répandue parmi les personnes issues des provinces du Sud et de l'Est telles que Helmand, Kandahar, Nangarhar et Paktia. La Corruption était souvent reliée aux activités de groupes criminels : 14% pensent qu'ils sont un moteur du conflit ; 15% incriminent les chefs de guerre, et leurs liens présumés avec le gouvernement.

“Les racines du conflit actuel sont la corruption administrative, les chefs de guerre et les groupes qui combattent le gouvernement. – Homme, Helmand

“ L'irresponsabilité du gouvernement central et la présence des chefs de guerre au pouvoir sont les causes principales de la guerre actuelle. Ce sont les raisons pour lesquelles les gens n'ont pas confiance dans le gouvernement. » – Homme, Faryab

A peine plus d'un tiers, (36%) des personnes voient les talibans comme un facteur majeur du conflit ; le manque d'emplois, la pauvreté et la frustration créés par le gouvernement actuel incite souvent les individus à rejoindre les rangs des talibans. Les personnes dans les provinces majoritairement pachounes du Sud et de l'Est (près de Kunar) avaient beaucoup moins tendance à percevoir les talibans comme un moteur du conflit. Contrairement aux personnes originaires des provinces du centre et du Nord, plus enclines à pointer la pauvreté, la corruption et la présence des forces internationales comme cause principale du conflit.

“Les talibans sont la cause principale du conflit actuel en Afghanistan. Ils tuent des gens innocents avec les attaques suicide, ils tuent des femmes et des enfants.” – Femme, Kaboul

“La cause principale du conflit c'est les talibans et les chefs de guerre ; ils ne veulent pas que l'Afghanistan devienne un pays sûr.” – Femme, Faryab

Souvent liée à cette question un quart des individus percevaient l'ingérence des autres pays comme une cause majeure. Le plus souvent il s'agit des pays voisins tels que le Pakistan et l'Iran, perçus comme soutenant des factions rebelles qui continuent à déstabiliser le pays. Les personnes résidant dans les provinces frontalières avaient plus tendance à nommer ces pays comme un facteur déterminant par rapport à ceux qui habitent à l'intérieur du pays.

“Le Pakistan devrait cesser de soutenir les talibans. Nous voulons la paix.” – Femme, Parwan

“Les talibans, le Pakistan, Al Qaeda et les autres pays qui soutiennent les talibans alimentent les combats d'aujourd'hui.” – Femme, Balkh

“Le conflit actuel est lié aux ingérences du Pakistan, de l'Iran et d'autres pays, au même niveau que la pauvreté et le chômage.” – Homme, Badakhshan

Parmi d'autres facteurs principaux, 18% des personnes ont cité Al Qaeda et la présence des forces internationales, tandis que 17 % citent l'absence de soutien de la communauté internationale. Les hommes plus que les femmes avaient tendance à citer les forces internationales comme facteur déterminant. Il en est de même pour les personnes qui résident dans une zone de conflit actif, telles que Helmand, Kandahar et Kunar.

“La sécurité actuelle repose uniquement sur la présence des forces internationales. Les gens du gouvernement sont tous des chefs de guerre. Autrement, [si les forces internationales venaient à quitter le pays] ils recommenceraient à se battre et à tuer des innocents.” – Femme, Faryab

“Le chômage et l'illettrisme, la présence des forces internationales et l'ingérence des pays voisins ont créé cette situation.” – Homme, Parwan

“Les causes principales du conflit actuel sont Al Qaeda, les Talibans, les terroristes, les trafiquants de drogue et les groupes mafieux qui sont les ennemis de l'humanité et de la paix en Afghanistan.” – Homme, Kunduz

Recommandations

A travers des interviews individuelles et des groupes de discussions, des questions semi-ouvertes ont été posées aux personnes interrogées. Ces questions portaient notamment sur ce qu'il fallait faire pour atténuer le conflit. Elles abordaient également les messages particuliers adressés aux principaux acteurs, tels que le gouvernement afghan, la communauté internationale, les talibans et les autres. Les participants ont exprimé, de façon écrasante, un désir de paix et ont fait des recommandations fortes à destination de ceux qui, selon eux, sont susceptibles d'apporter des changements positifs dans la situation actuelle. Les personnes interrogées partagent largement la perception suivante : la corruption, la pauvreté, les torts faits aux civils, les injustices commises par toutes les parties alimentent l'insécurité. Leurs recommandations reflètent ce besoin de s'attaquer aux racines du conflit.

L'ensemble de toutes les propositions faites par tous les participants ne peut pas être repris ici, dans son intégralité. Certains propos recueillis lors des interviews ou dans les groupes de discussion illustrent ce chapitre. Mais les thèmes clés ont été extrapolés à partir de l'étude pour former la base de l'ensemble de ces recommandations politiques. Le but a été de traduire ces appels à l'action en étapes concrètes qui peuvent être reprises par les décideurs. Ces recommandations s'adressent à quatre groupes d'interlocuteurs principaux. Toutefois, les participants ont estimé que les leaders de la société civile afghane, les leaders religieux devaient également faire pression sur ces acteurs pour augmenter la protection des populations civiles et s'attaquer aux moteurs du conflit.

Pour le gouvernement afghan

Recommandation 1: Prendre des mesures sérieuses pour établir l'Etat de droit à tous les niveaux ; sévir contre la corruption et en finir avec la culture de l'impunité et du clientélisme, y compris par une réforme de fond en comble de la police et du système judiciaire.

“Premièrement, l'administration du gouvernement doit être débarrassée des personnes corrompues. Il s'agit essentiellement des gouverneurs de district, des chefs de Police de district et les juges en poste actuellement dans les provinces. Ils font partie des causes de l'insécurité.” – Homme, Kaboul

“Le gouvernement doit commencer à faire attention à ses populations.” – Femme, Daikundi

“Nos décideurs politiques nationaux devraient mettre leurs intérêts personnels de côté et se battre contre la corruption.” – Femme, Herat

“Le gouvernement doit éliminer la corruption et ne devrait pas intégrer des chefs de guerre dans ses rangs ». – Homme, Balkh

Presque la moitié des interviewés perçoit la corruption du gouvernement et son inefficacité comme un moteur clé du conflit. Une raison pour le gouvernement afghan de montrer un engagement plus fort dans la lutte contre la corruption et l'amélioration de la transparence et de l'Etat de droit. Au delà de la mise en place, et du pilotage par le gouvernement, d'une stratégie anti-corruption rigoureuse, les procédures gouvernementales devraient être simplifiées avec un contrôle plus efficace ; les procédures d'audit et de contrôle devraient être formalisées et les moyens des ministres de tutelle et des gouvernements locaux devraient être renforcés. Ceci implique une réforme de la police et de la justice de haut en bas, avec la création, notamment, d'une police professionnelle autonome et d'un système judiciaire indépendant. La supervision du système judiciaire devrait être développée et les obstacles actuels pour renforcer les lois et les procédures devraient être vaincus, particulièrement en ce qui concerne la détention.

Beaucoup de participants ont fait le lien entre, d'un côté, le maintien des chefs de guerre, à tous les niveaux du gouvernement, et, de l'autre, l'augmentation de l'insécurité et le manque de confiance dans le gouvernement. Il faudrait rigoureusement renforcer les lois qui empêchent



les personnes liées aux activités illégales de prendre ou de se présenter à un mandat public. A ce jour, les efforts ont été inégaux, de courte durée et largement inefficaces. Tous les officiels et les hommes de pouvoir, suspectés d'être liés aux réseaux criminels, doivent faire l'objet d'enquêtes indépendantes et très approfondies. Même au plus haut niveau du gouvernement. Les coupables de crimes importants ou d'abus devront être bannis du gouvernement.

Les postes au gouvernement doivent être attribués au mérite et fondés sur des critères importants pour la nature de la fonction et du contexte local. Des normes minimales de gouvernance doivent être adoptées pour garantir un comportement éthique et punir toutes les transgressions.⁵⁴ Les procédures et les mécanismes actuels pour éloigner les responsables de graves violations des droits de l'homme des gouvernements non élus, doivent être également renforcés. Les réformes potentielles comprennent, notamment l'extension du mandat de la Commission des plaintes électorales (Electoral Complaints Commission). Ceci permettra d'enquêter sur les agissements en matière des droit de l'homme des candidats potentiels et d'éliminer les coupables, le cas échéant ; Cela permettra également d'établir un mécanisme transparent et adapté de contrôle de la police (en particulier des fonctionnaires les plus anciens) ; clarifier et renforcer le rôle du Comité Consultatif Présidentiel (President's advisory council) sur les postes à pourvoir, établir des ligne de conduite claires pour la Commission de la fonction publique, en enquêtant sur les plaintes concernant les droits de l'homme.

Recommandation 2: Enquêter sur les crimes et les abus liés au conflit et rechercher la justice, la reconnaissance des crimes, la réconciliation et la réparation.

“Malheureusement, aujourd’hui tous ces tueurs et ces chefs de guerre sont au pouvoir, assis en sécurité dans leurs fauteuils. Ils font toujours peur. Pour cette raison les populations ne peuvent toujours pas faire confiance à une instance gouvernementale, quelle qu’elle soit.” – Homme, Kunduz

“Les criminels de guerre devraient être punis par le gouvernement.” – Homme, Faryab

“La recherche de la justice devrait se mettre en place.” – Femme, Kaboul

Sans justice, il n’y a pas de perspectives de paix durable. La première préoccupation des personnes consultées était de veiller à ce que ces criminels ne fassent pas partie du gouvernement. Toutefois, en contrepoint, elles ont également formulé un grand désir de tirer un trait sur toute la violence des trente dernières années, pour aller de l’avant.

Le gouvernement afghan devrait revitaliser et renouveler son engagement en faveur du Plan d'Action de Paix de Réconciliation et de Justice (Action Plan on Peace Reconciliation and Justice), en particulier sur le point d'action n°2 qui devrait être mis en place de toute urgence. Il doit permettre de crédibiliser et rendre fiables les institutions de l'Etat. Concernant les crimes du passé, la population afghane doit déterminer les modalités d'investigation, de documentation, de réparations et de pardon. Cette implication de la population garantira la qualité et le sens profond de cette remise à plat, bien au-delà d'une simple recherche de la responsabilité criminelle. Le Plan d'Action est une base solide pour avancer ; le gouvernement afghan et la communauté internationale doivent, toutefois, accorder plus de ressources et d'attention à la concrétisation de ses recommandations générales. Sans aucun doute, ceci inclura une large gamme de mesures implantées à tous les niveaux. Il s'agit notamment de la mise en œuvre de la réconciliation au niveau local, des enquêtes sur les événements de grande ampleur, les commissions « vérité », de la création de Musées et de lieux de mémoire, ainsi que de la mise en œuvre de réparations.

Pour la communauté internationale

Recommandation 1: S'engager à apporter non seulement davantage d'aide, mais surtout la rendre plus efficace afin de mieux soutenir les activités humanitaires, de reconstruction et de développement à travers le pays.

“Des opportunités d'emploi devraient être créées et des écoles devraient être construites pour que nos enfants puissent être éduqués.” – Femme, Helmand

“La communauté internationale devrait offrir son assistance de façon plus efficace. Aujourd'hui, cette aide n'atteint pas les plus pauvres.” – Homme, Kaboul

“Les ONG devraient dépenser l'argent de façon à permettre la construction de l'avenir du pays.” – Homme, Nangarhar

“L'aide internationale devrait être distribuée honnêtement et de manière égale à toutes les populations d'Afghanistan.” – Femme, Bamiyan

“Pourquoi les donateurs internationaux jettent-ils leur argent ? A la place ils devraient investir dans les usines et autres industries, créatrices d'emplois.” – Homme, Faryab

Massivement, les personnes interrogées pensent que la pauvreté et le chômage sont les moteurs principaux du conflit actuel. Elles souhaitent que la communauté internationale, avec le gouvernement, reconstruise l'Afghanistan et crée des sources de revenus. De plus, elles voient l'atténuation de la pauvreté comme un préalable nécessaire à l'établissement de la sécurité. Nombreux pensent que, sur beaucoup de promesses faites à la population, peu se sont concrétisées. Ce qui génère de la frustration, de la désillusion et finalement sape les fondements de la stabilité. En particulier, les personnes réclament de meilleures mesures pour assurer le développement économique la distribution de l'aide à ceux qui en ont le plus besoin.

Clairement, la reconstruction de l'Afghanistan à long terme, requiert une volonté politique soutenue, beaucoup de ressources et des décennies de soutien. Il y va non seulement de l'intérêt des Afghans mais aussi de la stabilité mondiale et régionale. Il est donc nécessaire, non seulement d'obtenir une augmentation de l'aide, mais également de la rendre plus efficace. L'absence à la fois de coordination et d'efficacité de l'aide est un problème complexe. Il faut pourtant s'y atteler en priorité car cela a sapé les efforts de reconstruction et créé un climat de méfiance parmi beaucoup d'Afghans. Un engagement immédiat doit être pris sur la transparence totale dans l'ensemble des activités d'assistance. Il faut mettre en place une évaluation et un contrôle des instances d'aides, notamment le Fonds d'urgence (Commander's Emergency Response Fund) – véritable boîte noire du système d'aide sans laquelle il est impossible d'identifier et de traiter les problèmes ni de comprendre et de reproduire les succès. Le Joint Coordination Monitoring Board (JCMB)⁵⁵ a échoué dans le fait de développer suffisamment la coordination et la transparence. Le JCMB, aux côtés de l'Unité pour l'efficacité de l'aide de la MANUA, doit prouver son engagement propre en

faveur de l'efficacité de l'aide et accroître la fiabilité des donateurs. S'ils sont incapables d'atteindre ces objectifs, une commission indépendante doit être installée, en coordination avec le Ministre des Finances. Elle devra rassembler l'information sur les flux d'aide, effectuer un pilotage régulier et une évaluation des donateurs, avec la publication d'un rapport public sur les versements d'aide. Cette commission fera également des recommandations sur l'augmentation de l'efficacité de l'Aide.

Le choix stratégique effectué par certains donateurs de promouvoir des projets à court terme et l'utilisation de consultants très chers doit être réorienté pour correspondre aux besoins des Afghans. Plus particulièrement, il faudrait encourager la création d'opportunités de revenus et pointer les causes sous-jacentes de la pauvreté. Parallèlement, il faut soutenir le gouvernement afghan et le secteur privé afin qu'ils puissent alimenter et conduire la croissance économique, et atténuer ainsi la pauvreté à long terme.



Recommandation 2: Responsabiliser le gouvernement afghan et l'aider à combattre la corruption et la criminalité.

“Mettre la pression sur le gouvernement central pour destituer les criminels corrompus de leurs mandats politiques ; ne pas laisser les Afghans en poste au pouvoir, détourner cette fonction à leur profit.” – Femme, Kunar

“Nous voulons que le gouvernement Afghan déracine la corruption et serve la nation.” – Homme, Paktia

Lutter contre la corruption et établir la justice et l'Etat de droit est essentiel. Car la corruption, la criminalité et les chefs de guerre sont perçus comme un puissant moteur du conflit. La communauté internationale a un rôle important à jouer dans ce domaine. Les Nations Unies, les gouvernements donateurs et les autres acteurs doivent combattre à la fois la corruption dans leurs propres rangs et dans ceux du gouvernement afghan. Les donateurs doivent être plus responsables dans leurs actions et faire pression sur le gouvernement afghan afin qu'il prenne des mesures concrètes pour réduire la corruption. L'aide doit être subordonnée à la capacité et à la volonté du gouvernement de s'engager à honorer ses engagements dans ce domaine. En cas d'échec, certaines mesures devraient s'imposer.

De plus, en appui des étapes précitées, les bailleurs de fonds doivent cesser d'apporter un soutien financier et politique, direct ou indirect, aux intermédiaires engagés dans les pratiques criminelles, corrompues ou oppressantes. Ils devraient également apporter un plus grand soutien au gouvernement afghan pour instituer des procédures de contrôle plus importantes. Cela concerne notamment les enquêtes sur les allégations d'abus des droits de l'Homme parmi les mandataires du président, les candidats aux élections, les officiers de police, les fonctionnaires de la justice et les fonctionnaires de l'état.

Recommandation 3: Apporter un soutien résolu à la construction de la paix au niveau local ; soutenir les initiatives de la société civile pour résoudre les conflits ; pousser le gouvernement afghan à rechercher la justice, la reconnaissance des crimes, la réconciliation et la réparation, pour les abus commis au cours des trente dernières années.

“La population n’a plus confiance.” – Homme, Herat

“Le conflit a non seulement tué les gens et détruit leur maisons. Il a également détruit toute leur vie et leur confiance. Les enfants qui ont perdu leurs pères et grandi dans le conflit ne font confiance à personne. Nous avons peur de tout, parce que nous craignons toujours un redémarrage du conflit – Femme, Faryab

Le conflit a sévèrement endommagé le tissu social du pays. La violence a divisé et déraciné les communautés ; elle a créé et perpétué les tensions ethniques, joué les voisins, les familles les uns contres les autres. Le pardon, la réconciliation et la résolution des conflits au niveau local sont fondamentaux pour l’établissement d’une paix durable en Afghanistan.⁵⁶ Les donateurs devraient apporter un plus grand soutien aux initiatives de construction de la paix fondées sur les initiatives communautaires. Elles ont souvent fait leurs preuves dans la gestion des conflits locaux et dans l’aide à la restauration de la cohésion sociale.

A un niveau supérieur, la communauté internationale devrait aider les Afghans à s’attaquer aux violations des droits de l’Homme associées au conflit. Les politiques de cooptation « post-talibans » soutenues par la majorité des donateurs ont barré la route aux efforts de reconnaissance des crimes et de quête de la justice. Il faut reconnaître que de telles politiques vont, en définitive, miner la sécurité, l’Etat de droit et les droits de l’Homme. Il faut opérer un véritable changement et faire le choix de la responsabilisation, de la reconnaissance et des formes appropriées de justice.

La communauté internationale doit pousser le gouvernement à remplir son engagement de mise en place d’une justice de transition. Notamment par la mise en place de l’Action du Plan de Paix de la Justice et la réconciliation comme prévu dans la Convention pour l’Afghanistan (Afghanistan Compact). Alors que la date butoir pour sa mise en place était fixée à 2008, la communauté internationale devrait presser le gouvernement d’honorer ses engagements, au plus tard dans les deux prochaines années.

Recommandation 4: Instaurer un processus de paix régional intégrant toutes les puissances régionales pour en finir avec les ingérences négatives dans les affaires afghanes et apporter un soutien constructif pour la sécurité et le développement économique de l’Afghanistan.

“ A moins que l’ingérence des pays voisins ne cesse, l’Afghanistan sera pour toujours un champ de bataille et un danger pour le monde entier » – Homme, Kunar

“La communauté internationale devrait créer l’opportunité de mettre fin au conflit.” – Femme, Kabul

“ Nous sommes tristement célèbres, dans le monde, pour le conflit et la violence. Toutefois les étrangers, y compris des musulmans, ont été également impliqués, à la fois du côté des forces gouvernementales mais aussi avec ceux qui les combattaient.” – Homme, Herat

L’ingérence régionale et Internationale a joué un rôle majeur dans le chaos en Afghanistan ; la coopération régionale et une volonté politique particulière sont nécessaires pour instaurer la stabilité. Un programme politique qui rechercherait par le dialogue à défaire les rivalités régionales, traiter les doléances et les controverses, pourrait être un point de départ dans la construction d’un engagement régional. Ce schéma devrait permettre de développer la coopération régionale mutuelle, particulièrement sur les questions de sécurité. Il devrait poser et renforcer la neutralité politique de l’Afghanistan, la souveraineté et l’intégrité territoriale. Ce programme devrait également formaliser un engagement commun de non ingérence dans les affaires internes de l’Afghanistan de la part des puissances régionales et des états voisins.

Pour les forces pro-gouvernementales ⁵⁷

Recommandation 1: Améliorer la protection des populations civiles en instaurant des restrictions strictes dans l’usage de la force.

“ Ils doivent se battre uniquement dans les endroits où se trouvent les talibans et les forces hostiles au gouvernement ; ils ne devraient pas tuer des civils.” – Femme, Kaboul

“ Il devrait y avoir une meilleure coordination pour éviter de tuer des civils et des innocents dans les opérations militaires aériennes.” – Homme, Badakhshan

Il y avait un grand désir, parmi les participants, de voir les différents protagonistes, de part et d'autre du conflit, donner la priorité à la sécurité et au bien être des civils. Toutes les mesures possibles devraient être prises pour distinguer entre les civils et les combattants à la fois par les forces afghanes et internationales.



Le début de l'année 2009 a vu la baisse du nombre de victimes civiles faites par les forces pro-gouvernementales ; le recadrage de l'usage de la force dans les instructions stratégiques de la FIAS a permis de diminuer l'exposition au danger des civils. Pourtant il y a eu un véritable manque de commandement unifié au sein de la FIAS, ce qui pourrait limiter sérieusement la mise en place de telles mesures.⁵⁸

Les règles de la FIAS en matière de proportion de la réponse et de conduite de raids aériens doivent être mieux encadrées. Il doit y avoir un pilotage rigoureux pour s'assurer de la conformité totale à ces règles, de tous les acteurs au niveau opérationnel. En particulier, les raids aériens effectués dans les zones fortement peuplées de civils devraient être évités ; les services de renseignements militaires devraient examiner avec plus de rigueur les situations et effectuer des vérifications de haut niveau avant les interventions.

Un grand nombre de participants ont le sentiment que les forces internationales et afghanes n'ont aucun compte à rendre. Il faudrait développer l'accès des populations afghanes aux instances et aux mécanismes de réclamations. Ces plaintes devront faire l'objet d'enquêtes et les responsables être punis. Les conseillers internationaux auprès des forces afghanes, les commandants des forces afghanes et ceux des forces internationales doivent mener des opérations conjointes. Les commandants des forces afghanes devraient développer et accroître leurs efforts pour prévenir, dans leurs rangs, les abus contre les civils. Ils devraient être formés au Droit international humanitaire et leurs actions doivent être conformes à celui-ci. De surcroît, toutes les unités des Forces Spéciales et les organes de sécurité gouvernementaux doivent opérer dans le respect du droit international et des lois afghanes. Non seulement, leurs chaînes de commandement doivent être claires et cohérentes mais leurs activités devraient être soumises à un contrôle rigoureux.

Recommandation 2: Montrer un plus grand respect de la culture afghane, son histoire et ses traditions.

“Nos requêtes auprès des étrangers engagés dans les activités militaires et de reconstruction est de leur demander de respecter la culture et les croyances afghanes.” – Femme, Kunar

“Les forces internationales devraient avoir de la considération pour la culture et les traditions afghanes.” – Homme, Nangarhar

“Les forces internationales devraient réduire leurs patrouilles dans les villages... Ils devraient éviter les contrôles inutiles dans les maisons des zones rurales.” – Homme, Nangarhar

La trop grande utilisation (perçue comme telle par les personnes interrogées) des bombardements aériens, ainsi que les fouilles agressives et abusives dans les maisons, sont souvent qualifiées d'inutiles et d'outrageantes. L'ISAF a récemment fait des efforts pour limiter les tactiques

potentiellement dangereuses, notamment concernant les raids. Malgré tout, les participants réclament clairement des garanties plus importantes sur le respect des valeurs afghanes, de l'histoire et de la culture, de la part des forces afghanes et des forces internationales.

Les interventions nocturnes, en particulier, sont perçues comme une atteinte sérieuse à l'intimité des personnes. Elles génèrent du ressentiment et de la peur. Certaines opérations ont même soulevé un tollé dans les communautés et des protestations dans certaines régions. Bien pire, ces opérations peuvent se révéler extrêmement dangereuses pour les personnes piégées dans la confusion et les tirs croisés. Beaucoup de familles en Afghanistan possèdent des armes à feu. Par conséquent, les Afghans ont tendance à réagir s'ils se sentent en danger ou ne comprennent pas la situation. Même si cette recommandation s'adresse d'abord aux forces internationales, elle a également une implication concrète pour les forces afghanes. Il ne suffit pas d'affirmer que ce sont les forces afghanes qui devraient conduire ces contrôles nocturnes, comme le dicte la politique actuelle ; l'étude a montré que de telles actions sont perçues de la même manière qu'elles soient menées par les forces afghanes ou les forces internationales.⁵⁹



Les contrôles nocturnes doivent être évités lorsque c'est possible. S'ils doivent avoir lieu, il faut faire très attention à ne pas exposer les civils. Certaines mesures atténueront la violence de la confrontation. Par exemple, négocier avec les anciens du village lorsque certains suspects doivent aller en détention ; prévenir les villageois, par haut parleur, avant d'entrer dans les maisons. Encore une fois, pour être efficaces, ces recommandations s'adressent aux forces afghanes et internationales, sans oublier les Forces Spéciales.

Recommandation 3: Garantir la conduite d'enquêtes transparentes et dans les délais appropriés sur les dommages causés aux populations civiles. Mettre en place des mécanismes de réparation efficaces, responsables et équitables.

« Quelqu'un a affirmé que nous hébergions un taliban à la maison, alors les forces internationales ont attaqué notre maison pendant la nuit. Ils ont tué mon père, ma sœur et ma mère et ils ont pris mon frère. Ils ont dit que ma famille appartenait aux talibans et à Al Qaeda. Lorsque les gens leur ont prouvé que nous étions innocents, ils nous ont seulement dit : « c'était un accident ! ». Ma nièce appelle toujours sa mère dans ses cauchemars. » – Femme, Nangarhar

Beaucoup de participants pensent que les civils sont en danger pendant les opérations militaires. Il faut faire beaucoup plus d'efforts pour enquêter, expliquer et fournir une réparation. Beaucoup d'Afghans peuvent avoir peur d'approcher ceux qui leur ont fait du mal. S'ils le faisaient, ils n'obtiendraient pas beaucoup de résultats. En effet, les enquêtes et les mécanismes de dommages et intérêts sont mis en œuvre de façons très diverses, voire arbitraires ; ils sont excessivement bureaucratiques et varient en fonction de la nationalité des forces impliquées.

Un mécanisme complet et harmonisé (pour les forces nationales et internationales) devrait aider ceux qui ont souffert, à réclamer des réparations. Tout le monde doit se mettre d'accord sur des règles cohérentes, claires sur les enquêtes et l'éligibilité. Toutes les formes de réparations doivent être suffisantes et refléter le dommage subi. Les forces internationales et les forces de sécurité afghanes doivent effectivement travailler ensemble sur ces éléments pour éviter les conflits, la confusion et les doublons.

Les représentants de ces instances de réparations doivent être faciles d'accès, dans toutes les zones affectées par le conflit, pour permettre aux victimes d'accéder aux mécanismes de réparation. Les communautés doivent être largement informées sur les procédures de dépôt de plainte et d'enquête. Les réparations ne doivent pas seulement se limiter au volet matériel (paiements en liquide ou projets de reconstruction). Une étude conduite auprès des survivants a montré que des explications et des excuses sont très importantes pour les personnes affectées.⁶⁰

Pour les groupes combattant le gouvernement.

Recommandation 1: Cesser immédiatement de viser les civils et de prendre refuge dans les zones fortement peuplées.

“Nous demandons aux talibans de cesser le combat.” – Femme, Kaboul

“Les talibans devraient cesser les attaques suicide.” – Homme, Kaboul

“Il y a des combats parce que les talibans se cachent dans nos villages et que les forces internationales bombardent nos villages ; dans les zones urbaines les attaques suicide et les bombes déclenchées à distance menacent nos vies.” – Homme, Kandahar

“Les talibans devraient comprendre qu'ils tuent d'autres musulmans ; ils paieront pour cela dans l'au-delà” – Femme, Bamiyan

Les talibans et les autres groupes d'insurgés devraient immédiatement cesser de viser les civils, alors que cette stratégie est très mal perçue par une majorité de personnes interrogées. Et ce, que les cibles civiles soient perçues comme proches du gouvernement, des forces internationales ou de la communauté internationale. L'utilisation d'Engins Explosifs Improvisés (EEI), de bombes suicide ainsi que les attaques dans les zones fortement peuplées de civils devraient être évitées.

En outre, les talibans et autres insurgés devraient cesser immédiatement de s'abriter dans les zones fortement peuplées de civils. Cette tactique place les civils en première ligne. Elle conduit souvent à des blessures, à la mort et à l'augmentation de la destruction des biens civils. Indirectement, cette stratégie entraîne des pertes d'activités ou de revenus, dégrade l'accès aux services de base et accroît le déplacement des populations. En effet, les individus ont peur de rester dans les villages qui hébergent les groupes d'opposants armés.

Recommandation 2: Exprimer les griefs et les revendications par le dialogue politique plutôt que par l'usage de la violence.

“Notre message aux Talibans, c'est qu'ils doivent prendre part au gouvernement.” – Homme, Herat

“Les talibans ne devraient pas se battre ; ils devraient exprimer leurs demandes par le dialogue.” – Homme, Kaboul

“Notre message aux talibans : s'ils sont vraiment musulmans, alors pourquoi se battent-ils contre le gouvernement puisqu'il s'agit d'un gouvernement islamique ?” – Homme, Balkh

Les interviewés ont clairement exprimé une préférence pour l'abandon de l'usage de la violence par les talibans, alors que celle-ci est perçue comme inutile et illégitime. La violence a été d'abord identifiée par l'assassinat ou les blessures infligées aux autres afghans et des crimes qui sapent la sécurité humaine et détruisent l'accès aux services de base tels que la santé et l'éducation. Les liens présumés entre les insurgés et les groupes criminels affaiblissent également la légitimité des opposants et dégradent les conditions de sécurité.

Bien que nombre de ces groupes d'opposants aient été exclus du processus de Bonn, les personnes interrogées souhaitent que ces groupes d'opposants s'expriment par les voies politiques nationales ou par les structures locales de décision et les mécanismes de construction de la paix. Ces groupes devraient immédiatement se désengager des activités criminelles telles que les rackets, et le trafic de drogue et couper tous les liens avec les acteurs ou groupes criminels.

ANNEXE A : Méthodologie et profil des répondants.

Méthodologie

Ensemble, huit organisations ont formulé et dirigé cette recherche sur le terrain. Des interviews structurées ont été réalisées auprès de 704 participants de janvier à avril 2009, dans 14 provinces du pays. Des groupes de discussion, hommes et femmes séparés, ont également été organisés dans chacun des lieux d'interviews. Les domaines de questionnement portaient sur les points suivants: 1) Les expériences individuelles au cours des trois dernières décennies de conflit. 2) Les perceptions et les expériences du conflit actuel. 3) Les recommandations adressées aux décideurs nationaux et internationaux concernant le conflit.

Province	Interviews individuelles			Groupes de discussions		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Badakhshan	22	25	47	3	3	6
Balkh	22	24	46	3	3	6
Bamiyan	26	29	55	3	3	6
Daikundi	25	23	48	3	3	6
Faryab	26	24	50	3	2	5
Helmand	29	19	48	3	2	5
Heart	25	25	50	3	4	7
Kabul	20	30	50	3	3	6
Kandahar	28	23	51	5	1	6
Kunar	25	26	51	3	3	6
Kunduz	28	23	51	3	3	6
Nangarhar	31	23	54	3	2	5
Paktia	32	20	52	3	3	6
Parwan	25	26	51	2	3	5
Total	364	340	704	43	38	81

Les enquêteurs, homme et femmes ont été envoyés dans chaque province. Ils ont dû mettre en confiance les participants et faire en sorte qu'ils puissent s'exprimer librement. La majorité des enquêteurs étaient afghans et, dans la mesure du possible, originaires de la province étudiée. Le responsable de cette recherche, qui n'est pas afghan, a visité les différentes localités de l'étude, lorsque cela a été possible. Les personnes ont été choisies au hasard pour les interviews et les groupes de discussions ; les enquêteurs ont reçu une formation détaillée et des instructions précises sur la façon de conduire ces deux types d'entretiens. Ils ont expliqué que la participation était strictement volontaire ; les répondants avaient la possibilité de refuser de répondre à certaines questions ou de choisir de s'arrêter à tout moment. Les entretiens individuels avaient lieu dans un espace tranquille où l'enquêteur était seul avec le répondant. Une façon de mettre à l'aise ce dernier et de garantir la confidentialité. Les Groupes de discussion ont été pilotés par les enquêteurs. Ils ont exposé l'objectif de la discussion et soumis aux répondants un ensemble de questions spécifiques sur les trois domaines de l'enquête. Ces enquêteurs afghans ont naturellement assuré la modération de ces réunions en garantissant la participation de tous aux débats.

A la fin de la recherche sur le terrain, les questionnaires ont été traduits et remis au responsable de l'enquête chez Oxfam pour l'analyse. Un certain nombre d'ateliers ont été mis en place pour aider à analyser les aspects les plus qualitatifs des données. Les participants à ces ateliers étaient les enquêteurs et différentes personnes non liées à la recherche sur le terrain. Un programme d'analyse a permis d'identifier les thèmes communs et les tendances de fond. Concernant l'analyse quantitative, les éléments sélectionnés des questionnaires individuels ont été entrés dans une base de données afin d'améliorer l'analyse statistique. De plus, le responsable de l'enquête a mené des recherches et des entretiens auprès de plus de cinquante experts sur l'Afghanistan et sur divers aspects du conflit. Une démarche qui a permis de remettre ces résultats dans leur contexte et approfondir leur analyse.

Genre

Au total, 48% des répondants étaient des femmes, 52% des hommes. Les enquêteurs ont essayé partout d'interviewer un nombre égal d'hommes et de femmes. Toutefois, dans les localités où l'accès aux femmes était limité, il n'a pas été possible de respecter cet objectif.

Age

L'âge moyen était de 33 ans et demi, 32.8 pour les femmes et 34.2 pour les hommes. L'âge des répondants s'étale entre 12 et 87 ans ; une petite partie des répondants n'était pas très sûrs de leur âge. Si l'âge médian était de 43 ans, plus de la moitié de tous les répondants avaient entre 20 et 40 ans.

Distribution géographique et groupes ethniques

Cette recherche a été conduite dans 14 provinces dans l'Est, l'Ouest, le Nord, le Sud et le centre du pays ; 35% des répondants habitent dans les zones urbaines ou péri urbaines, 65 % dans les zones rurales. Compte tenu de la grande variété des expériences, dans les divers conflits, il est important de prendre certaines précautions.

Même si les répondants ne devaient pas déclarer leur origine ethnique, il faut préciser que la plupart des entretiens ont été réalisés dans les zones dominées par les pachtounes, un groupe ethnique majoritaire dans le pays. Dans les provinces sélectionnées, les contraintes de sécurité ont souvent guidé le choix des districts ou des villages étudiés. En pratique peu de localités subissaient des conflits actifs au moment de l'étude. Une situation qui a changé depuis la phase de conclusion de l'enquête, avec la dégradation de la sécurité dans beaucoup de ces zones. Cette limite pourrait fausser un certain nombre de résultats et présenter le conflit actuel comme moins dangereux qu'il ne l'est en réalité un peu partout. De plus, beaucoup de propos individuels sont repris dans ce rapport ; ces notes sont anonymes et les noms de villages et des districts étudiés ne sont pas mentionnés pour des raisons de sécurité.

Limites

Aucune méthode d'enquête n'est parfaite, particulièrement en Afghanistan. Un certain nombre de facteurs pourraient limiter ou influencer les résultats. De façon générale, les questions délicates soulevées dans cette recherche sont difficiles à aborder, quel que soit le contexte. En Afghanistan, une telle démarche présente des limites bien spécifiques.

En général, lorsque des personnes de l'extérieur posent des questions sur un conflit, les réponses sont souvent inhibées. Les questions soulèvent des méfiances et peuvent même engendrer de la colère. Ceci est d'autant plus vrai qu'il s'agit ici d'un conflit toujours en cours dans une impunité généralisée. Une étude d'une telle nature requiert un niveau élevé de confiance pour permettre aux répondants de se sentir libres de raconter leurs histoires personnelles. Même dans un climat de confiance, ils peuvent toujours se sentir mal à l'aise pour aborder les questions de violence sexuelle ou de maladies mentales.

La culture de l'hospitalité afghane à l'égard des enquêteurs, perçus comme des invités, pourrait inconsciemment, les obliger à répondre aux questions. Même si les enquêteurs ont exposé au préalable la base du volontariat et le fait qu'ils pouvaient refuser de répondre aux questions ou s'arrêter à tout moment. Par crainte d'offenser l'enquêteur, ils pourraient également s'empêcher de dire toute la vérité ou ne pas exprimer ce qu'ils ressentent à l'égard de la communauté internationale ou des autres acteurs.

Les organisations qui ont porté cette étude avaient établi des relations de travail avec beaucoup de communautés sélectionnées. Avant les interviews les enquêteurs ont expliqué l'impartialité de ces ONG dans le conflit. Pourtant on ne peut ignorer certaines réticences. Ainsi, les logiques sous-jacentes entre les organisations d'aide et le conflit, pas toujours perçues comme impartiales, associées à des questions hautement sensibles pourraient avoir influencé les résultats.

Les enquêteurs ont également expliqué que cette démarche n'était pas du tout liée à l'aide ou à d'autres bénéfices. Toutefois les études, en Afghanistan ou ailleurs, soulèvent souvent des attentes. En donnant quelques heures de leur temps pour répondre à des questions très personnelles, il peut sembler parfaitement raisonnable, pour les répondants, d'espérer implicitement quelque chose en retour. Tout comme certains peuvent hésiter à parler de leurs blessures, d'autres pourraient exagérer l'impact négatif sur leurs villages dans l'espoir d'attirer des projets de développement. D'un côté, la relation pré existante entre certaines ONG et les communautés des répondants a pu faciliter le travail des enquêteurs notamment sur les questions sensibles ; de l'autre côté cette relation a pu influencer les réponses apportées, plus particulièrement sur les questions liées à l'aide et à la pauvreté.

Pour conclure, les dynamiques et la hiérarchie sociale afghanes, particulièrement parmi les hommes, a souvent été à l'encontre du climat que les chercheurs ont essayé de créer dans les groupes de discussion. Résultat, dans certains cas les voix des anciens et des puissants se sont imposées. Même si les enquêteurs ont essayé de contrecarrer ces logiques pour que chaque participant puisse prendre la parole, cela n'a pas toujours fonctionné. Ce qui veut dire que dans certains cas, une voix a dominé les autres et la discussion de groupe s'est résumé à la parole d'une seule personne.

ANNEXE B : Résumé des principaux résultats.

Tous les pourcentages calculés n'atteignent pas 100%, en particulier en cas de réponses multiples ayant mobilisé moins de 1% des « suffrages ». La base utilisée pour le pourcentage de calcul est de 704 (364 hommes ; 340 femmes) sauf précision contraire.

Emprisonnement, torture et blessures

1a. Avez-vous été emprisonné ?

	Total	%	Hommes	% Hommes	Femmes	%
Femmes						
Non	602	86%	296	49%	306	51%
Oui (Total)	97	13%	66	68%	31	32%
Oui, Gouvernement communiste (1979-92)	27	4%	19	70%	8	30%
Oui, Guerre civile (1992-96)	31	4%	22	71%	9	29%
Oui, Règne des talibans (1996-2001)	38	5%	24	63%	14	37%
Oui, Conflit actuel (2001-aujourd'hui)	0	0%	0	0%	0	0%
Oui, ne sais pas quand/ Blanc	1	0%	1	0%	0	0%
Ne sais pas/Blanc	5	1%	2	40%	3	60%

	Badakhshan	Balkh	Bamiyan	Daikundi	Faryab	Helmand	Herat	Kabul	Kandahar	Kunar	Kunduz	Nangarhar	Paktia	Parwan	Total
Non	43	43	47	35	48	35	43	37	46	49	41	42	42	51	602
Oui (Total)	5	2	8	12	2	12	6	13	4	1	11	11	10	0	97
Oui, Gouvernement communiste (1979-92)	1	0	1	0	0	7	4	0	3	0	4	3	4	0	27
Oui, Guerre civile (1992-96)	4	1	2	12	0	1	0	1	0	0	5	2	3	0	31
Oui, Règne des talibans (1996-2001)	0	1	5	0	2	4	2	12	1	1	2	6	2	0	38
Oui, Conflit actuel (2001-aujourd'hui)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Oui, ne sais pas quand/ Blanc	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1
Ne sais pas/Blanc	0	0	0	1	0	1	1	0	1	0	1	0	0	0	5

1b. Un membre de votre famille a-t-il été emprisonné ?

	Total	%	Hommes	% Hommes	Femmes	%
Femmes	493	70%	264	54%	229	46%
Non	493	70%	264	54%	229	46%
Oui (Total)	206	29%	98	48%	108	52%
Oui, Gouvernement communiste (1979-92)	73	10%	46	63%	27	37%
Oui, Guerre civile (1992-96)	56	8%	24	43%	32	57%
Oui, Règne des talibans (1996-2001)	70	10%	22	31%	48	69%
Oui, Conflit actuel (2001-aujourd'hui)	5	1%	4	80%	1	20%
Oui, ne sais pas quand/ Blanc	2	0%	0	0%	2	100%
Ne sais pas/Blanc	5	1%	2	40%	3	60%

	Badakhshan	Balkh	Bamiyan	Daikundi	Faryab	Helmand	Herat	Kabul	Kandahar	Kunar	Kunduz	Nangarhar	Paktia	Parwan	Total
Non	34	40	29	30	42	35	25	32	38	44	34	29	38	43	493
Oui (Total)	13	6	26	17	7	11	25	18	13	6	17	25	14	8	206
Oui, Gouvernement communiste (1979-92)	2	0	4	0	0	7	13	0	10	4	3	21	9	0	73
Oui, Guerre civile (1992-96)	11	3	7	15	3	0	2	1	0	1	7	1	5	0	56
Oui, Règne des talibans (1996-2001)	0	3	15	1	4	4	9	15	3	1	6	1	0	8	70
Oui, Conflit actuel (2001-aujourd'hui)	0	0	0	1	0	0	0	2	0	0	1	1	0	0	5
Oui, ne sais pas quand/ Blanc	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1	0	0	2
Ne sais pas/Blanc	0	0	0	1	1	2	0	0	0	1	0	0	0	0	5

2a. Avez-vous été torturé ?

	Total	%	Hommes	% Hommes	Femmes	%
Femmes	556	79%	272	49%	284	51%
Non	556	79%	272	49%	284	51%
Oui (Total)	145	21%	91	63%	54	37%
Oui, Gouvernement communiste (1979-92)	37	5%	28	76%	9	24%
Oui, Guerre civile (1992-96)	43	6%	24	56%	19	44%
Oui, Règne des talibans (1996-2001)	55	8%	32	58%	23	42%
Oui, Conflit actuel (2001-aujourd'hui)	5	1%	3	60%	2	40%
Oui, ne sais pas quand/ Blanc	5	1%	4	80%	1	20%
Ne sais pas/Blanc	3	0%	1	33%	2	67%

	Badakhshan	Balkh	Bamiyan	Daikundi	Faryab	Helmand	Herat	Kabul	Kandahar	Kunar	Kunduz	Nangarhar	Paktia	Parwan	Total
Non	36	43	49	24	50	36	34	33	41	48	40	35	39	48	556
Oui (Total)	11	2	6	23	0	11	16	17	10	3	11	19	13	3	145
Oui, Gouvernement communiste (1979-92)	1	0	0	0	0	7	5	1	8	1	2	8	4	0	37
Oui, Guerre civile (1992-96)	10	0	1	18	0	2	0	0	0	1	5	2	4	0	43
Oui, Règne des talibans (1996-2001)	0	2	5	2	0	1	9	16	1	1	4	9	2	3	55
Oui, Conflit actuel (2001-aujourd'hui)	0	0	0	3	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	5
Oui, ne sais pas quand/ Blanc	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	3	0	5
Ne sais pas/Blanc	0	1	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	3

2b. Un membre de votre famille a-t-il été torturé ?

	Total	%	Hommes	% Hommes	Femmes	%
Femmes	454	65%	241	53%	213	47%
Non	454	65%	241	53%	213	47%
Oui (Total)	246	35%	120	49%	126	51%
Oui, Gouvernement communiste (1979-92)	100	14%	69	69%	31	31%
Oui, Guerre civile (1992-96)	63	9%	26	72%	37	28%
Oui, Règne des talibans (1996-2001)	76	11%	21	28%	55	72%
Oui, Conflit actuel (2001-aujourd'hui)	5	1%	2	40%	3	60%
Oui, ne sais pas quand/ Blanc	2	0%	2	100%	0	0%
Ne sais pas/Blanc	4	0%	3	75%	1	25%

	Badakhshan	Balkh	Bamiyan	Daikundi	Faryab	Helmand	Herat	Kabul	Kandahar	Kunar	Kunduz	Nangarhar	Paktia	Parwan	Total
Non	33	43	21	19	45	22	25	31	31	43	36	30	33	42	454
Oui (Total)	14	2	34	28	5	25	25	18	20	8	15	24	19	9	246
Oui, Gouvernement communiste (1979-92)	3	0	7	1	0	19	11	1	14	6	5	20	13	0	100
Oui, Guerre civile (1992-96)	10	1	7	20	1	3	2	2	3	1	8	1	4	0	63
Oui, Règne des talibans (1996-2001)	1	1	20	6	4	3	11	15	2	1	2	0	1	9	76
Oui, Conflit actuel (2001-aujourd'hui)	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	3	1	0	5
Oui, ne sais pas quand/ Blanc	0	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	2
Ne sais pas/Blanc	0	1	0	1	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	4

3a. Avez-vous été gravement blessé en tant que soldat ou en tant que civil ?

	Total	%	Hommes	% Hommes	Femmes	%
Femmes	628	89%	322	51%	306	49%
Non	628	89%	322	51%	306	49%
Oui (Total)	70	10%	40	57%	30	43%
Oui, Gouvernement communiste (1979-92)	28	4%	18	64%	10	36%
Oui, Guerre civile (1992-96)	16	2%	8	50%	8	50%
Oui, Règne des talibans (1996-2001)	21	3%	11	52%	10	48%
Oui, Conflit actuel (2001-aujourd'hui)	3	0%	1	33%	2	67%
Oui, ne sais pas quand/ Blanc	2	0%	2	100%	0	0%
Ne sais pas/Blanc	6	1%	2	40%	4	60%

	Badakhshan	Balkh	Bamiyan	Daikundi	Faryab	Helmand	Herat	Kabul	Kandahar	Kunar	Kunduz	Nangarhar	Paktia	Parwan	Total
No	47	45	48	42	50	42	41	39	46	50	37	49	46	46	628
Non	0	0	7	5	0	5	7	11	4	1	14	5	6	5	70
Oui (Total)	0	0	4	0	0	3	4	2	2	1	4	3	4	1	28
Oui, Gouvernement communiste (1979-92)	0	0	1	2	0	0	0	3	0	0	8	2	0	0	16
Oui, Guerre civile (1992-96)	0	0	2	2	0	2	2	6	0	0	2	0	1	4	21
Oui, Règne des talibans (1996-2001)	0	0	0	0	0	0	1	0	2	0	0	0	0	0	3
Oui, Conflit actuel (2001-aujourd'hui)	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	2
Oui, ne sais pas quand/ Blanc	0	1	0	1	0	1	2	0	1	0	0	0	0	0	6
Ne sais pas/Blanc															

3b. Est-ce qu'un membre de votre famille a été gravement blessé en tant que soldat ou en tant que civil?

	Total	%	Hommes	% Hommes	Femmes	%
Femmes	520	74%	277	53%	243	47%
Non	520	74%	277	53%	243	47%
Oui (Total)	180	26%	85	47%	95	53%
Oui, Gouvernement communiste (1979-92)	69	10%	43	62%	26	38%
Oui, Guerre civile (1992-96)	59	8%	24	41%	35	59%
Oui, Règne des talibans (1996-2001)	42	6%	14	33%	28	67%
Oui, Conflit actuel (2001-aujourd'hui)	8	1%	2	25%	6	75%
Oui, ne sais pas quand/ Blanc	2	0%	2	100%	0	0%
Ne sais pas/Blanc	4	0%	2	50%	2	50%

	Badakhshan	Balkh	Bamiyan	Daikundi	Faryab	Helmand	Herat	Kabul	Kandahar	Kunar	Kunduz	Nangarhar	Paktia	Parwan	Total
Non	41	39	42	32	41	37	29	35	40	44	28	35	35	42	520
Oui (Total)	6	7	13	15	9	9	21	14	11	7	23	19	17	9	180
Oui, Gouvernement communiste (1979-92)	1	0	4	1	0	5	14	2	6	4	9	18	5	0	69
Oui, Guerre civile (1992-96)	5	3	4	9	4	2	3	3	4	1	11	0	9	1	59
Oui, Règne des talibans (1996-2001)	0	4	5	4	5	2	2	8	0	0	3	0	1	8	42
Oui, Conflit actuel (2001-aujourd'hui)	0	0	0	0	0	0	2	1	1	2	0	1	1	0	8
Oui, ne sais pas quand/ Blanc	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	2
Ne sais pas/Blanc	0	0	0	1	0	2	0	1	0	0	0	0	0	0	4

Déplacement et migration

4a. Est-ce que la guerre vous a forcé à quitter votre maison ?

	Total	%	Hommes	% Hommes	Femmes	%
Femmes	167	24%	82	49%	85	51%
Non	167	24%	82	49%	85	51%
Oui	533	76%	281	53%	252	47%
Ne sais pas/Blanc	4	0%	1	25%	3	75%

	Badakhshan	Balkh	Bamiyan	Daikundi	Faryab	Helmand	Herat	Kabul	Kandahar	Kunar	Kunduz	Nangarhar	Paktia	Parwan	Total
Non	29	15	3	8	30	29	18	9	3	5	3	7	2	6	167
Oui	18	30	52	40	20	18	32	41	48	46	48	46	50	44	533
Ne sais pas/Blanc	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	0	1	4

4b. Si oui, où êtes vous allé ?

Base = 533 (281 hommes ; 252 femmes)

	Total	%	Hommes	% Hommes	Femmes	%
Femmes	226	42%	101	45%	125	55%
A l'intérieur de l'Afghanistan	226	42%	101	45%	125	55%
A l'extérieur de l'Afghanistan	216	41%	132	61%	84	29%
Les deux	91	17%	49	54%	43	46%

	Badakhshan	Balkh	Bamiyan	Daikundi	Faryab	Helmand	Herat	Kabul	Kandahar	Kunar	Kunduz	Nangarhar	Paktia	Parwan	Total
A l'intérieur de l'Afghanistan	10	19	46	16	12	5	13	15	14	9	23	3	19	22	226
A l'extérieur de l'Afghanistan	5	9	5	23	6	10	17	16	26	11	19	23	26	20	216
Les deux	3	2	1	1	2	3	2	10	8	26	6	20	5	2	91

4c. Avez-vous pu vivre dignement ?

Base = 533 (281 hommes ; 252 femmes)

	Total	%	Hommes	% Hommes	Femmes	%
Femmes	82	15%	46	56%	36	44%
Non	82	15%	46	56%	36	44%
Dans une certaine mesure	237	45%	127	38%	110	62%
Oui	214	40%	109	51%	105	49%

	Badakhshan	Balkh	Bamiyan	Daikundi	Faryab	Helmand	Herat	Kabul	Kandahar	Kunar	Kunduz	Nangarhar	Paktia	Parwan	Total
Non	2	3	26	9	6	1	7	8	4	0	3	1	10	2	82
Dans une certaine mesure	10	13	15	20	7	13	21	3	30	28	38	5	22	12	237
Oui	6	14	11	11	7	4	4	30	14	18	7	40	18	30	214

5a. Est-ce que vous pensez actuellement à quitter le pays ou votre communauté ?

	Total	%	Hommes	% Hommes	Femmes	%
Femmes	579	82%	293	51%	286	49%
Non	579	82%	293	51%	286	49%
Oui	116	17%	68	59%	48	41%
Ne sais pas/Blanc	9	1%	3	33%	6	67%

	Badakhshan	Balkh	Bamiyan	Daikundi	Faryab	Helmand	Herat	Kabul	Kandahar	Kunar	Kunduz	Nangarhar	Paktia	Parwan	Total
Non	44	43	47	35	48	37	31	43	31	43	45	50	33	49	579
Oui	3	2	8	11	2	10	18	7	19	7	6	3	19	1	116
Ne sais pas/Blanc	0	1	0	2	0	1	1	0	1	1	0	1	0	1	9

5b. Si oui, est-ce que vous pensez partir avec ou sans votre famille ?

Base = 116 (68 hommes ; 48 femmes)

	Total	%	Hommes	% Hommes	Femmes	%
Femmes	82	71%	47	57%	35	43%
Avec famille	82	71%	47	57%	35	43%
Sans famille	21	18%	17	81%	4	19%
Ne sais pas/ blanc	13	11%	4	31%	9	69%

	Badakhshan	Balkh	Bamiyan	Daikundi	Faryab	Helmand	Herat	Kabul	Kandahar	Kunar	Kunduz	Nangarhar	Paktia	Parwan	Total
Non	1	1	6	8	1	4	13	3	18	7	6	3	10	1	82
Oui	0	0	1	2	0	5	3	2	1	0	0	0	7	0	21
Ne sais pas/Blanc	2	1	1	1	1	1	2	2	0	0	0	0	2	0	13

Biens endommagés et vol

6a. Avez- vous eu des biens détruits ?

	Total	%	Hommes	% Hommes	Femmes	%
Femmes	398	57%	207	52%	191	48%
Non	398	57%	207	52%	191	48%
Oui (Total)	304	43%	157	52%	147	48%
Oui, Gouvernement communiste (1979-92)	122	17%	73	60%	49	40%
Oui, Guerre civile (1992-96)	63	9%	26	41%	37	59%
Oui, Règne des talibans (1996-2001)	95	13%	45	47%	50	53%
Oui, Conflit actuel (2001-aujourd'hui)	13	2%	4	31%	9	69%
Oui, ne sais pas quand/ Blanc	11	2%	2	18%	9	82%
Ne sais pas/Blanc	2	0%	2	100%	0	0%

	Badakhshan	Balkh	Bamiyan	Daikundi	Faryab	Helmand	Herat	Kabul	Kandahar	Kunar	Kunduz	Nangarhar	Paktia	Parwan	Total
Non	30	42	29	41	47	16	33	8	15	29	19	31	24	34	398
Oui (Total)	17	3	26	6	3	32	17	42	36	22	32	23	28	17	304
Oui, Gouvernement communiste (1979-92)	5	1	1	1	1	26	11	4	21	11	12	16	12	0	122
Oui, Guerre civile (1992-96)	12	1	3	3	2	0	1	0	4	6	19	4	8	0	63
Oui, Règne des talibans (1996-2001)	0	1	22	1	0	3	5	38	1	3	1	2	1	17	95
Oui, Conflit actuel (2001-aujourd'hui)	0	0	0	1	0	0	0	0	10	1	0	0	1	0	13
Oui, ne sais pas quand/ Blanc	0	0	0	0	0	3	0	0	0	1	0	1	6	0	11
Ne sais pas/Blanc	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2

6b. Est-ce que quelqu'un de votre famille a eu des biens détruits ?

	Total	%	Hommes	% Hommes	Femmes	%
Femmes	216	31%	122	56%	94	44%
Non	216	31%	122	56%	94	44%
Oui (Total)	486	69%	241	50%	245	50%
Oui, Gouvernement communiste (1979-92)	261	37%	146	56%	115	44%
Oui, Guerre civile (1992-96)	83	12%	32	39%	51	61%
Oui, Règne des talibans (1996-2001)	132	19%	56	42%	76	58%
Oui, Conflit actuel (2001-aujourd'hui)	6	1%	4	67%	2	33%
Oui, ne sais pas quand/ Blanc	4	0%	3	75%	1	25%
Ne sais pas/Blanc	2	0%	1	50%	1	50%

	Badakhshan	Balkh	Bamiyan	Daikundi	Faryab	Helmand	Herat	Kabul	Kandahar	Kunar	Kunduz	Nangarhar	Paktia	Parwan	Total
Non	26	36	11	37	41	14	9	4	2	1	9	6	17	3	216
Oui (Total)	21	10	44	10	9	34	41	46	49	49	42	48	35	48	486
Oui, Gouvernement communiste (1979-92)	10	2	6	3	3	32	31	10	39	41	15	45	20	4	261
Oui, Guerre civile (1992-96)	11	4	2	5	2	0	7	1	5	7	24	2	11	2	83
Oui, Règne des talibans (1996-2001)	0	4	35	1	3	2	2	35	2	1	3	1	1	42	132
Oui, Conflit actuel (2001-aujourd'hui)	0	0	0	1	1	0	0	0	3	0	0	0	1	0	6
Oui, ne sais pas quand/ Blanc	0	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	2	0	4
Ne sais pas/Blanc	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	2

7a. Est-ce que vos terres ont été endommagées ?

	Total	%	Hommes	% Hommes	Femmes	%
Femmes	530	75%	277	52%	253	48%
Non	530	75%	277	52%	253	48%
Oui (Total)	171	25%	86	50%	85	50%
Oui, Gouvernement communiste (1979-92)	71	10%	38	54%	33	46%
Oui, Guerre civile (1992-96)	38	5%	17	45%	21	55%
Oui, Règne des talibans (1996-2001)	46	7%	21	46%	25	54%
Oui, Conflit actuel (2001-aujourd'hui)	6	1%	2	33%	4	67%
Oui, ne sais pas quand/ Blanc	10	1%	8	80%	2	20%
Ne sais pas/Blanc	3	0%	1	33%	2	67%

	Badakhshan	Balkh	Bamiyan	Daikundi	Faryab	Helmand	Herat	Kabul	Kandahar	Kunar	Kunduz	Nangarhar	Paktia	Parwan	Total
Non	37	46	44	37	48	17	48	30	34	35	33	36	42	42	529
Oui (Total)	10	0	11	10	2	29	2	20	17	15	19	17	10	9	171
Oui, Gouvernement communiste (1979-92)	1	0	2	2	0	24	2	0	13	5	6	14	2	0	71
Oui, Guerre civile (1992-96)	7	0	2	6	1	1	0	0	1	5	11	2	2	0	38
Oui, Règne des talibans (1996-2001)	2	0	7	0	1	2	0	19	1	2	2	0	1	9	46
Oui, Conflit actuel (2001-aujourd'hui)	0	0	0	2	0	0	0	0	2	2	0	0	0	0	6
Oui, ne sais pas quand/ Blanc	0	0	0	0	0	2	0	1	0	1	0	1	5	0	10
Ne sais pas/Blanc	0	0	0	1	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	3

7b. Est-ce qu'un membre de votre famille a vu ses terres endommagées ?

	Total	%	Hommes	% Hommes	Femmes	%
Femmes	375	53%	209	56%	166	44%
Non	375	53%	209	56%	166	44%
Oui (Total)	327	47%	154	47%	173	53%
Oui, Gouvernement communiste (1979-92)	173	25%	93	54%	80	46%
Oui, Guerre civile (1992-96)	48	7%	16	33%	32	67%
Oui, Règne des talibans (1996-2001)	94	13%	40	43%	54	57%
Oui, Conflit actuel (2001-aujourd'hui)	8	1%	3	38%	5	62%
Oui, ne sais pas quand/ Blanc	4	0%	2	50%	2	50%
Ne sais pas/Blanc	2	0%	1	50%	1	50%

	Badakhshan	Balkh	Bamiyan	Daikundi	Faryab	Helmand	Herat	Kabul	Kandahar	Kunar	Kunduz	Nangarhar	Paktia	Parwan	Total
Non	25	45	36	29	48	16	28	25	27	8	22	15	38	13	375
Oui (Total)	22	1	19	19	2	32	22	24	24	42	29	39	14	38	327
Oui, Gouvernement communiste (1979-92)	10	0	2	3	0	27	15	4	18	34	11	37	9	3	173
Oui, Guerre civile (1992-96)	12	1	0	7	0	0	2	0	2	4	14	2	3	1	48
Oui, Règne des talibans (1996-2001)	0	0	2	2	1	0	2	1	0	0	0	0	0	0	8
Oui, Conflit actuel (2001-aujourd'hui)	0	0	0	1	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	4
Oui, ne sais pas quand/ Blanc	0	0	2	2	1	0	2	1	0	0	0	0	0	0	8
Ne sais pas/Blanc	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0	2

8a. Avez-vous été volé ?

	Total	%	Hommes	% Hommes	Femmes	%
Femmes	460	65%	231	50%	229	50%
Non	460	65%	231	50%	229	50%
Oui (Total)	242	34%	133	55%	109	45%
Oui, Gouvernement communiste (1979-92)	67	10%	40	60%	27	40%
Oui, Guerre civile (1992-96)	73	10%	34	47%	39	53%
Oui, Règne des talibans (1996-2001)	80	11%	43	54%	37	45%
Oui, Conflit actuel (2001-aujourd'hui)	9	1%	6	67%	3	33%
Oui, ne sais pas quand/ Blanc	13	2%	10	77%	3	23%
Ne sais pas/Blanc	2	0%	0	0%	2	100%

	Badakhshan	Balkh	Bamiyan	Daikundi	Faryab	Helmand	Herat	Kabul	Kandahar	Kunar	Kunduz	Nangarhar	Paktia	Parwan	Total
Non	39	36	21	22	46	27	40	23	42	39	27	38	21	39	460
Oui (Total)	9	9	34	25	4	20	10	27	9	12	24	16	31	12	242
Oui, Gouvernement communiste (1979-92)	0	0	1	1	0	17	5	1	5	2	5	9	21	0	67
Oui, Guerre civile (1992-96)	9	3	6	18	3	0	0	2	3	5	16	5	3	0	73
Oui, Règne des talibans (1996-2001)	0	4	27	3	1	1	3	23	0	2	2	1	1	12	80
Oui, Conflit actuel (2001-aujourd'hui)	0	0	0	2	0	0	2	0	1	3	0	0	1	0	9
Oui, ne sais pas quand/ Blanc	0	2	0	1	0	2	0	1	0	0	1	1	5	0	13
Ne sais pas/Blanc	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	2

8b. Est-ce qu'un membre de votre famille a été volé ?

	Total	%	Hommes	% Hommes	Femmes	%
Femmes	316	45%	175	55%	141	45%
Non	316	45%	175	55%	141	45%
Oui (Total)	386	55%	188	49%	198	51%
Oui, Gouvernement communiste (1979-92)	118	17%	71	60%	47	40%
Oui, Guerre civile (1992-96)	124	17%	68	55%	56	45%
Oui, Règne des talibans (1996-2001)	136	19%	56	41%	80	59%
Oui, Conflit actuel (2001-aujourd'hui)	6	1%	3	50%	3	50%
Oui, ne sais pas quand/ Blanc	2	0%	1	50%	1	50%
Ne sais pas/Blanc	2	0%	1	50%	1	50%

	Badakhshan	Balkh	Bamiyan	Daikundi	Faryab	Helmand	Herat	Kabul	Kandahar	Kunar	Kunduz	Nangarhar	Paktia	Parwan	Total
Non	31	32	6	16	44	25	21	18	36	18	14	27	20	8	316
Oui (Total)	16	14	49	31	6	22	29	32	15	33	37	27	32	43	386
Oui, Gouvernement communiste (1979-92)	3	1	3	2	0	21	14	4	10	7	7	24	19	3	118
Oui, Guerre civile (1992-96)	13	7	5	23	3	1	9	1	4	21	25	2	9	1	124
Oui, Règne des talibans (1996-2001)	0	6	41	5	3	0	6	27	0	4	5	0	0	39	136
Oui, Conflit actuel (2001-aujourd'hui)	0	0	0	1	0	0	0	0	1	1	0	1	2	0	6
Oui, ne sais pas quand/ Blanc	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	2
Ne sais pas/Blanc	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	2

Réparation

9. Avez vous reçu des excuses ou des compensations pour ces dommages ?

	Total	%	Hommes	% Hommes	Femmes	%
Femmes	672	95%	345	51%	327	49%
Non	672	95%	345	51%	327	49%
Oui	10	1%	9	90%	1	10%
Ne sais pas/Blanc	22	4%	10	45%	12	55%

	Badakhshan	Balkh	Bamiyan	Daikundi	Faryab	Helmand	Herat	Kabul	Kandahar	Kunar	Kunduz	Nangarhar	Paktia	Parwan	Total
Non	47	45	51	46	46	47	47	48	49	45	51	52	47	51	672
Oui	0	0	2	0	1	0	0	1	1	4	0	0	1	0	10
Ne sais pas/Blanc	0	1	2	2	3	1	3	1	1	2	0	2	4	0	22

Perceptions du conflit

10. Quelle a été la période la plus dangereuse du conflit?

	Total	%	Hommes	% Hommes	Femmes	%
Femmes	268	38%	154	57%	114	33%
Oui, Gouvernement communiste (1979-92)	268	38%	154	57%	114	33%
Oui, Guerre civile (1992-96)	157	22%	83	53%	74	47%
Oui, Règne des talibans (1996-2001)	232	33%	101	44%	131	56%
Oui, Conflit actuel (2001-aujourd'hui)	23	3%	13	57%	10	43%
Ne sais pas/Blanc	24	3%	13	54%	11	46%

	Badakhshan	Balkh	Bamiyan	Daikundi	Faryab	Helmand	Herat	Kabul	Kandahar	Kunar	Kunduz	Nangarhar	Paktia	Parwan	Total
Oui, Gouvernement communiste (1979-92)	24	5	4	4	2	32	36	9	35	35	6	44	28	4	268
Oui, Guerre civile (1992-96)	17	8	6	26	17	5	5	2	9	8	36	4	14	0	157
Oui, Règne des talibans (1996-2001)	4	30	43	16	20	8	6	38	3	4	8	2	5	45	232
Oui, Conflit actuel (2001-aujourd'hui)	0	1	0	1	7	1	1	0	3	2	0	2	3	2	23
Ne sais pas/Blanc	2	2	2	1	4	2	2	1	1	2	1	2	2	0	24

11. Quels sont les principaux moteurs du conflit actuel?

Notons que les répondants pouvaient donner plusieurs réponses à cette question. Base = 704 (nombre total de répondants) alors que le nombre total de réponses était de 1852.

	Total	%	Hommes	% Hommes		%
Femmes	490	70%	231	47%	259	53%
La pauvreté et le chômage	490	70%	231	47%	259	53%
La corruption et l'inefficacité du gouvernement afghan	341	48%	191	56%	150	44%
Les talibans	256	36%	124	48%	132	52%
D'autres pays	177	25%	80	45%	97	55%
Al Qaida	126	18%	62	49%	64	51%
La présence des forces internationales	125	18%	78	62%	47	38%
L'absence de soutien de la communauté internationale	123	17%	58	47%	65	53%
Les seigneurs de la guerre	106	15%	48	45%	58	55%
Les groupes criminels	99	14%	43	43%	56	37%
Autres raisons	11	2%	5	45%	6	55%

	Badakhshan	Balkh	Bamiyan	Daikundi	Faryab	Helmand	Herat	Kabul	Kandahar	Kunar	Kunduz	Nangarhar	Paktia	Parwan	Total
La pauvreté et le chômage	40	15	20	39	40	43	23	39	42	50	33	35	33	38	490
La corruption et l'inefficacité du gouvernement afghan	16	13	28	19	10	40	20	7	37	41	35	16	35	24	341
Les talibans	16	26	21	21	27	5	14	40	7	49	6	12	4	6	254
D'autres pays	23	21	22	4	24	2	14	7	7	2	16	22	6	7	177
Al Qaida	8	14	4	4	24	6	5	2	17	24	14	1	2	1	126
La présence des forces internationales	0	5	5	3	1	14	20	2	18	24	7	13	8	5	125
L'absence de soutien de la communauté internationale	6	9	1	1	5	39	1	13	2	33	6	1	5	1	123
Les seigneurs de la guerre	12	12	3	4	16	25	3	2	7	11	3	3	4	1	106
Les groupes criminels	17	15	2	2	15	19	5	0	4	3	6	1	9	1	99
Autres raisons	0	1	2	0	6	1	0	0	0	0	0	1	0	0	11

Bibliographie

COMMISSION AFGHANE INDEPENDANTE POUR LES DROITS DE L'HOMME. (Independent Human Rights Commission). 2005. "Un appel à la justice : Consultation nationale sur les violations passées des droits de l'Homme en Afghanistan" ; "A Call for Justice: A National Consultation on Past Human Rights Violations in Afghanistan." En ligne : www.aihrc.org.af/Rep_29_Eng/rep29_1_05call4justice.pdf

COMMISSION AFGHANE INDEPENDANTE POUR LES DROITS DE L'HOMME (Afghan Independent Human Rights Commission). 2008. "De l'espoir à la peur : Perspective afghane sur les opérations des forces pro-gouvernementales en Afghanistan" ; "From Hope to Fear: An Afghan Perspective on Operations of Pro-Government Forces in Afghanistan." : En ligne : http://www.aihrc.org.af/2008_Dec/PDF_Pro_G/Eng_Pro_G.pdf

COMMISSION AFGHANE INDEPENDANTE POUR LES DROITS DE L'HOMME (Afghan Independent Human Rights Commission). 2008. "Les abus des insurgés contre les civils afghans" ; "Insurgent Abuses against Afghan Civilians." En ligne : http://www.aihrc.org.af/2008_Dec/PDF_Anti_G/Eng_anti_G.pdf

REUTERS, "Les Afghans portent les cicatrices de décades de tourmente" ; "Afghans Bear Mental Scars from Decades of Turmoil." Reuters April 21, 2008.

OCHA, (Bureau de Coordination des affaires humanitaires des Nations Unies). 2009, "Plan d'action humanitaire pour l'Afghanistan 2009 Humanitarian Action Plan." En ligne : <http://ochaonline.un.org/afghanistan/AppealsFunding/HAP2009/tabid/5477/language/en-US/Default.aspx>

PROJET DE JUSTICE EN AFGHANISTAN (Afghanistan Justice Project). 2005. "Casting Shadows: War Crimes and Crimes Against Humanity, 1978-2001," The Afghanistan Justice Project. En ligne : http://www.soros.org/initiatives/cep/articles_publications/publications/casting_20050720/ajpreport_20050718.pdf.

AFP, "Afghanistan's Natural Environment a Victim of War: Activists.", 4 juin 2008.

AMNESTY INTERNATIONAL, 1998. "Afghanistan: abus flagrant du droit à la vie et à la dignité" "Afghanistan: Flagrant Abuse of Right to Life and Dignity."

AMNESTY INTERNATIONAL, 1995. "Afghanistan: les responsabilités internationales dans le désastre des droits de l'Homme" ; "Afghanistan: International Responsibility for a Human Rights Disaster."

AMNESTY INTERNATIONAL, 2001. "Afghanistan: Massacres in Yakaolong." ; "Afghanistan : les massacres de Yakaolong."

AMNESTY INTERNATIONAL,. 1999. "Les femmes en Afghanistan : des pions dans le combat des hommes pour le pouvoir." "Women in Afghanistan: Pawns in Men's Power Struggles."

Bhutta, H. Zulfiqar Ahd. 2002. "Children of War: The Real Casualties of the Afghan Conflict." BMJ 324: 349-52.

Cardozo, Barbara Lopes, MD, MPH, Oleg O. Bilukha, MD, PhD, Carol A. Gotway Crawford, PhD, Irshad Shaikh, MD, PhD, Mitchell I. Wolfe, MD, MPH, Michael L. Gerber, MPH, Mark Anderson, MD, MPH. 2004. " Santé mentale, fonctionnement social et handicap dans l'Afghanistan de l'après-guerre" ; "Mental Health, Social Functioning, and Disability in Postwar Afghanistan." JAMA 292: 575-584.

CONGRES AMERICAIN, (Congressional Research Service). 2009. "Afghanistan : la gouvernance de l'après-guerre, la sécurité et la politique américaine" ; "Afghanistan: Post-War Governance, Security and US Policy."

CONGRES AMERICAIN, (Congressional Research Service). 2009. "Afghanistan : l'aide étrangère américaine" ; "Afghanistan : U.S. Foreign Assistance."

CONGRES AMERICAIN, (Congressional Research Service). 2008. "Irak : l'aide à la reconstruction » ; "Iraq: Reconstruction Assistance."

LA COOPERATION POUR LA PAIX ET L'UNITE, (Cooperation for Peace and Unity)/ (CPAU). 2009. "Tendances dans les conflits locaux afghans : synthèse. » ; "Trends in Local Afghan Conflicts: Synthesis Paper." En ligne : [http://www.cpau.org.af/Research/Docs_our_publications/Trends% 20in%20local%20Afghan %20conflicts%20Synthesis%20June%2009%20Final.pdf](http://www.cpau.org.af/Research/Docs_our_publications/Trends%20in%20local%20Afghan%20conflicts%20Synthesis%20June%2009%20Final.pdf)

DORONSORO, Gilles. 2007. "Kaboul en guerre (1992-1996) : Etat, ethnicité et classes sociales ; "Kabul at War (1992-1996): State, Ethnicity and Social Classes." South Asia Multidisciplinary Academic Journal 1.

EDELMAN, Howard, ed. 2006. Protracted Displacement in Asia: No Place to Call Home. London: Ashgate Gower.

FEIN, Helen. 1993. "Séparer le génocide des crimes de guerre : L'Afghanistan et le Vietnam révisité" ; "Discriminating Genocide from War Crimes: Vietnam and Afghanistan Re-examined," Denver Journal of International Law and Policy 22: 29-62.

FILKINS, Dexter. 2002. "Une tribu en proie à la vengeance après la chute des Talibans dans le Nord" ; "A Tribe in Prey to Vengeance after Taliban's Fall in the North." New York Times, 7 mars, 2002.

CAMPAGNE POUR LES VICTIMES INNOCENTES DU CONFLIT (Campaign for Innocents Victims in Conflict) ; Gaston, Erica and Rebecca Wright. 2009. "Perdre la population : les coûts et les conséquences des souffrances civiles en Afghanistan. » ; « Losing the People: The Costs and Consequences of Civilian Suffering in Afghanistan." Campaign for Innocents Victims in Conflict. En ligne : [http://www.civicworldwide.org/storage/civic/documents/afghan% 20report %20final.pdf](http://www.civicworldwide.org/storage/civic/documents/afghan%20report%20final.pdf)

GIUSTOZZI, Antonio. 2008. "Afghanistan : transition sans fin." ; "Afghanistan: Transition without End. An analytical narrative of state-making," Working Paper No: 40 (series 2). En ligne : [http://www.crisisstates.com /download/wp/wpSeries2/wp40.2.pdf](http://www.crisisstates.com/download/wp/wpSeries2/wp40.2.pdf)

GIUSTOZZI (Antonio). 2001. Afghanistan's Endless War: State Failure, Regional Politics, and the Rise of the Taliban. Seattle: University of Washington Press.

Global Rights. 2008. "Vivre avec la violence : Un rapport national sur les abus domestiques en Afghanistan » . « Living with Violence: A National Report on Domestic Abuse in Afghanistan." En ligne : http://www.globalrights.org/site/DocServer/final_DVR_JUNE_16.pdf?docID=9803

Human Rights Watch. 2002. "Politique de la porte fermée : les réfugiés afghans au Pakistan et en Iran. "Closed Door Policy: Afghan Refugees in Pakistan and Iran," Vol. 14, No. 2(G). En ligne : <http://hrw.org/reports/2002/pakistan/pakistan0202.pdf>

Human Rights Watch. 2001. "L'humanité niée : les violations systématiques des droits de la femme en Afghanistan" ; "Humanity Denied: Systematic Violations of Women's Rights in Afghanistan." Vol. 13, No. 5(C). En ligne : www.hrw.org/en/reports/2001/10/29/humanity-denied

Human Rights Watch. 2007. "Le coût humain : Conséquences des attaques des insurgés en Afghanistan." ; « The Human Cost: Consequences of Insurgent Attacks in Afghanistan." Vol. 19, No. 6(C). En ligne : <http://www.hrw.org/reports/2007/afghanistan0407/>

Human Rights Watch. 2009. "Selling Justice Short: Why Accountability Matters for Peace." En ligne : <http://www.hrw.org/node/84264>

Human Rights Watch. 2002. "La violence Anti Pashtoun dans le Nord de l'Afghanistan » ; "Anti-Pashtun Violence in Northern Afghanistan," 5 mars 2002. En ligne : <http://www.hrw.org/en/news/2002/03/05/anti-pashtun-violence-northern-afghanistan>

Human Rights Watch. 2004. "Endurer la liberté : les abus des forces américaines en Afghanistan. » "Enduring Freedom: Abuses by U.S. Forces in Afghanistan." Vol. 16, No. 3(C). En ligne : <http://hrw.org/reports/2004/afghanistan0304/afghanistan0304.pdf>

COMITE INTERNATIONAL DELA CROIX ROUGE, (International Committee of the Red Cross). 2009. "views from Afghanistan : Opinion Survey" ; "Vues d'Afghanistan: etude d'opinion, 2009." Ipsos/ICRC.

International Crisis Group. 2008. "Afghanistan : le besoin d'une resolution internationale" ; "Afghanistan: The Need for International Resolve," International Crisis Group Asia Report No. 145. En ligne : http://www.crisisgroup.org/library/documents/asia/south_asia/145_afghanistan___the_need_for_international_resolve.pdf

International Crisis Group. 2003. " La construction de la paix en Afghanistan" ; "Peacebuilding in Afghanistan," International Crisis Group Asia Report No. 64 Available online at: <http://www.cmi.no/pdf/?file=/afghanistan/doc/ICG-PeacebuildingInAfghanistan.pdf>

KHALIDI, Noor Ahmad. 1991. "Afghanistan : les consequences démographiques d ela guerre 1978-1987" ; "Afghanistan: Demographic Consequences of War, 1978-1987." Central Asian Survey 10: 101-26.

UNITED NATIONS NEWS SERVICE, "L'absence d'accès entrave les efforts de l'aide, avertissement des Nations Unies" ; "Lack of Access Hampering Aid Efforts, UN Official Warns.," 7 août 2009.

MALEY, William. 2002. The Afghanistan Wars. New York: Palgrave.

MALEY, William, ed. 2001. Fundamentalism Reborn? Afghanistan and the Taliban. London: Hurst and Company.

OXFAM INTERNATIONAL, "Memo to the President: Key Recommendations to the Next Afghan Government." 2009. Un article commun réalisé par 16 ONG travaillant en Afghanistan. En ligne : <http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/memo-to-afghan-president-091015.pdf>

MINISTERE AFGHAN DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES, DES MARTYRS ET DES HANDICAPES (Ministry of Labor, Social Affairs, Martyrs and Disabled), 2008. "Plan National Afghan contre le handicap 2008-2011 » ; « Afghanistan National Disability Action Plan 2008-2011." Gouvernement de la République Islamique d'Afghanistan.

Mundt, Alex and Susanne Schmeidl. 2009. The Failure to Protect: Battle-Affected IDPs in Southern Afghanistan." Brookings Institute. Disponible en ligne : http://www.brookings.edu/opinions/2009/0622_afghanistan_mundt.aspx?p=1

PHYSICIANS FOR HUMAN RIGHTS. 2008. "Preliminary Assessment of Alleged Mass Gravesites in the Area of Mazar-I-Sharif, Afghanistan: January 16-21 and February 7-14." En ligne : [afghanistan.phrblog.org/download/6](http://phrblog.org/download/6)

PHYSICIANS FOR HUMAN RIGHTS, 1998. "The Taliban's War on Women: A Health and Human Rights Crisis in Afghanistan."

RASHID, Ahmed. 2002. Taliban: Militant Islam, Oil & Fundamentalism in Central Asia. New Haven: Yale University Press.

RASHID, Ahmed. 2001. Taliban: The Story of Afghan Warlords. London: Pan Books.

RUBIN, Barnett. 1995. The Fragmentation of Afghanistan: State Formation and Collapse in the International System. New Haven: Yale University Press.

RUBIN, Barnett. 2003. "Transitional Justice in Afghanistan." Anthony Hyman Memorial Lecture, School of Oriental and African Studies, University College, London.

Scholte, Willem Miranda Olf, Peter Ventevogel, Giel-Jan de Vries, Eveline Jansveld, Barbara Lopes Cardozo and Carol Gotway Crawford. 2004. "Les symptômes de la santé mentale après la guerre et la répression dans l'Est de l'Afghanistan. "Mental Health Symptoms Following War and Repression in Eastern Afghanistan." JAMA 292: 585-93.

SELLICK, Patricia. 1998. "L'impact du conflit armé sur les enfants en Afghanistan" ; "The Impact of Armed Conflict on Children in Afghanistan," Rädäa Barnen, Save the Children Federation, Inc, Save the Children UK and UNICEF.

LE COMITE SUEDOIS POUR L'AFGHANISTAN (Swedish Committee for Afghanistan). 1988. "Enquête sur l'Agriculture de l'Afghanistan : premier rapport" ; "The Agricultural Survey of Afghanistan: First Report."

RAPPORT SPECIAL DES NATIONS UNIES, UN Special Rapporteur. 1986. "Rapport sur la situation des droits de l'Homme en Afghanistan" ; "Report on the Situation on Human Rights in Afghanistan," A/41/778.

UNAMA Human Rights Unit. 2009. "Bulletin semestriel sur la protection des civils dans un conflit armé" ; Mid Year Bulletin on the Protection of Civilians in Armed Conflict."

HAUT COMMISSARIAT DES REFUGIES AUX NATIONS UNIES (UNHCR). 2005. "A la recherche d'une solution : 25 années de coopération entre l'UNHCR et le Pakistan" ; "Searching for a Solution: 25 Years of UNHCR-Pakistan Cooperation."

HAUT COMMISSARIAT DES REFUGIES AUX NATIONS UNIES (UNHCR). 1995. "Statistical Yearbook Country Datasheet – Afghanistan 1995." Disponible en ligne : <http://www.unhcr.org/cgi-bin/textis/vtx/search?page=search&docid=44e5c7402&query=afghanistan%201995>

HAUT COMMISSARIAT DES REFUGIES AUX NATIONS UNIES (UNHCR) "UNHCR Global Appeal 2008-2009." 2008. En ligne : http://www.unhcr.org/home/PUBL/474a_c8e00.pdf

NATIONS UNIES (United Nations). 1994. The Status of Education in Afghanistan, Vols. I-II. Peshawar: University of Nebraska at Omaha/ESSP Research and Planning.

VAN BIJLERT, Martine. 2009. "Between Discipline and Discretion: Policies Surrounding Senior Subnational Appointments." Afghanistan Research and Evaluation Unit Briefing Paper Series. En ligne: http://www.areu.org.af/index.php?option=com_docman&Itemid=26&task=doc_download&gid=661

WALDMAN, Matt. 2009. "Prisonniers de la guerre : les civils et la stratégie internationale de sécurité en Afghanistan" ; "Caught in the Conflict: Civilians and the International Security Strategy in Afghanistan." Un dossier émanant de 11 ONG qui travaillent en Afghanistan, destiné au sommet des chefs de l'Etat et du gouvernement de l'OTAN. En ligne: http://www.oxfamfrance.org/pdf/Prisonniers_de_la_guerre.pdf

WALDMAN, Matt. 2008. "La construction de la paix dans les communautés en Afghanistan : pour une stratégie nationale" ; "Community Peacebuilding in Afghanistan: The Case for a National Strategy." Oxfam International. En ligne : http://www.oxfam.org.uk/download/?download=http://www.oxfam.org.uk/resources/policy/conflict_disasters/downloads/afghanistan_peacebuilding.pdf

WALDMAN, Matt. 2008. "Falling Short: Aid Effectiveness in Afghanistan." ACBAR Advocacy Series. En ligne: [http://www.acbar.org/ACBAR%20Publications/ACBAR%20Aid%20Effectiveness%20\(25%20Mar%2008\).pdf](http://www.acbar.org/ACBAR%20Publications/ACBAR%20Aid%20Effectiveness%20(25%20Mar%2008).pdf)

THE LIAISON OFFICE, "When Protection Fails: Coping Mechanisms of IDPs in Kandahar Province." Brookings Institute/ The Liaison Office (A paraître).

Endnotes

- ¹ Pour contacter l'auteur : ajackson@oxfam.org.uk, +93 (0) 700 278 657.
- ² Daoud était à la fois le cousin de Zahir Shah, il était également son beau frère de par son mariage avec une de ses cousines.
- ³ Helen Fein, "Discriminating Genocide from War Crimes: Vietnam and Afghanistan Re-examined," *Denver Journal of International Law and Policy* 22 (1993): 29-62.
- ⁴ Noor Ahmad Khalidi, "Afghanistan: Demographic Consequences of War, 1978-1987," *Central Asian Survey* 10 (1991): 101-26.
- ⁵ Rapport special des Nations Unies, "Report on the Situation on Human Rights in Afghanistan," A/41/778 (1986).
- ⁶ Comité suédois pour l'Afghanistan (Swedish Committee for Afghanistan), "The Agricultural Survey of Afghanistan: First Report" (1988).
- ⁷ Robert Pear, "Mines Put Afghans in Peril on Return," *NY Times*, August 14, 1988.
- ⁸ Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés UNHCR, "Searching for a Solution: 25 Years of UNHCR-Pakistan Cooperation" (2005); Susanne Schmeidl et William Maley, "The Case of the Afghan Refugee Population: Finding Durable Solutions in Contested Transitions," in Howard Edelman, ed., *Protracted Displacement in Asia: No Place to Call Home* (London: Ashgate Gower, 2006).
- ⁹ H. Zulfiqar Ahed Bhutta, "Children of War: The Real Casualties of the Afghan Conflict," *BMJ* 324 (2002): 349-52.
- ¹⁰ Service de recherche du Congrès américain, "Afghanistan: Post-War Governance, Security and US Policy" (2009).
- ¹¹ Amnesty International, "Afghanistan: International Responsibility for a Human Rights Disaster" (1995).
- ¹² William Maley, *The Afghanistan Wars* (New York: Palgrave, 2002): 204-5.
- ¹³ Amnesty International, "Afghanistan: International Responsibility for a Human Rights Disaster" (1995).
- ¹⁴ Amnesty International, "Women in Afghanistan: Pawns in Men's Power Struggles" (1999).
- ¹⁵ Nancy Hatch Dupree, "Afghan Women under the Taliban," in William Maley, ed., *Fundamentalism Reborn? Afghanistan and the Taliban* (London: Hurst and Company, 2001): 145-66.
- ¹⁶ Ahmed Rashid, *Taliban: The Story of Afghan Warlords* (London: Pan Books, 2001).
- ¹⁷ United Nations, *The Status of Education in Afghanistan*, Vols. I-II (Peshawar: University of Nebraska at Omaha/ESSP Research and Planning, 1994).
- ¹⁸ Gilles Dorronsoro, "Kabul at War (1992-1996): State, Ethnicity and Social Classes," *South Asia Multidisciplinary Academic Journal* 1 2007.
- ¹⁹ UNHCR, "Statistical Yearbook Country Datasheet – Afghanistan 1995," disponible en ligne : <http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/search?page=search&docid=44e5c7402&query=afghanistan%201995>.
- ²⁰ Les médecins pour les droits de l'Homme (Physicians for Human Rights), "The Taliban's War on Women: A Health and Human Rights Crisis in Afghanistan," 1998.
- ²¹ Amnesty International, "Afghanistan: Flagrant Abuse of Right to Life and Dignity" (1998).
- ²² Amnesty International, "Afghanistan: Massacres in Yakaolong" (2001); Human Rights Watch, "The Massacre in Mazar-e-Sharif" (1998).
- ²³ Les médecins pour les droits de l'Homme (Physicians for Human Rights), "The Taliban's War on Women" Op cit.
- ²⁴ Ahmed Rashid, *Taliban: The Story of Afghan Warlords* (London: Pan Books, 2001).
- ²⁵ Lorsque les talibans ont fait l'objet de critiques sévères au niveau international (deux pays seulement ont reconnu leur gouvernement les Emirats Arabes Unis et l'Arabie Saoudite), plusieurs pays occidentaux surtout les Etats Unis ont cherché à trouver un terrain d'entente avec le régime. Une posture partiellement motivée par le projet de construire un gazoduc à travers l'Asie Centrale. Voir Ahmed Rashid, *Taliban: Militant Islam, Oil & Fundamentalism in Central Asia* (New Haven: Yale University Press, 2001).
- ²⁶ Human Rights Watch, "Anti-Pashtun Violence in Northern Afghanistan," March 5, 2002, disponible en ligne: <http://www.hrw.org/en/news/2002/03/05/anti-pashtun-violence-northern-afghanistan>; Human Rights Watch, "Enduring Freedom: Abuses by U.S. Forces in Afghanistan," Vol. 16, No. 3(C), March 2004, disponible en ligne : <http://hrw.org/reports/2004/afghanistan0304/afghanistan0304.pdf>.
- ²⁷ Médecins pour les droits de l'homme (Physicians for Human Rights), "Preliminary Assessment of Alleged Mass Gravesites in the Area of Mazar-I-Sharif, Afghanistan: January 16-21 and February 7-14" (2008), available online at: afghanistan.phrblog.org/download/6; Dexter Filkins, "A Tribe in Prey to Vengeance after Taliban's Fall in the North," *New York Times*, March 7, 2002.
- ²⁸ Barnett Rubin, "Transitional Justice in Afghanistan," Anthony Hyman Memorial Lecture, School of International and African Studies, University College, London, February 3, 2003.
- ²⁹ Deux processus pour désarmer et démobiliser les combattants ont cependant été engagés : Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR) et démantèlement des groupes illégaux armés (DIAG). Le DDR a désarmé quelques 60,000 anciens combattants depuis 2003, même s'il a été critiqué pour la corruption et la faiblesse des mesures de réintégration. Le DIAG, chargé de démanteler les bandes illégales, a obtenu encore moins de succès. Moins de 400 groupes armés, qui ont plus de 5 personnes hors la loi, ont été démantelés ; 3,000 groupes illégaux seraient toujours actifs en Afghanistan. Pour plus d'informations, voir International Crisis Group "Afghanistan: Getting Disarmament Back on Track," *International Crisis Group Asia Briefing no. 35*, (February 23, 2003). Available online at: <http://www.crisisgroup.org/home/index.cfm?id=3290&l=1>.
- ³⁰ "Afghanistan 2009 Humanitarian Action Plan," OCHA, available online at: <http://ochaonline.un.org/afghanistan/AppealsFunding/HAP2009/tabid/5477/language/en-US/Default.aspx>. Beaucoup des statistiques actuelles disponibles, même pour les indicateurs de base tels que la pauvreté ou la mortalité infantile, devraient être considérées , au mieux ,comme des estimations et traitées avec beaucoup de prudence. Dans un pays où aucun recensement complet n'a jamais été entrepris, où les estimations de population varient entre 24 et 35 millions, la plupart des institutions de l'Etat n'ont tout simplement pas la capacité de suivre les informations de base. Ils fournissent des ordres de grandeur uniquement parce qu'il n'existe pas de meilleure information disponible.
- ³¹ "Memo to the President: Key Recommendations to the Next Afghan Government," 2009, A Joint Paper by 16 National and International Organizations Working in Afghanistan, (October 2009), available online at: <http://www.oxfam.org.uk/applications /blogs/pressoffice/?p=7597&v=media>; "Afghanistan 2009 Humanitarian Action Plan," Op cit.
- ³² Matt Waldman, "Falling Short: Aid Effectiveness in Afghanistan," *ACBAR Advocacy Series*, March 2008, available online at: [http://www.acbar.org/ACBAR%20Publications/ACBAR%20Aid%20Effectiveness%20\(25%20Mar%2008\).pdf](http://www.acbar.org/ACBAR%20Publications/ACBAR%20Aid%20Effectiveness%20(25%20Mar%2008).pdf).
- ³³ Par exemple, en 2004, les USA ont fourni \$18.5 milliards d'aide à la reconstruction en Irak, mais seulement moins de \$2.5 milliards à l'Afghanistan. Pour plus d'informations, voir Congressional Research Service, "Iraq: Reconstruction

Assistance,” (2008); Congressional Research Service, “Afghanistan: U.S. Foreign Assistance,” (2009).

³⁴ Human Rights Watch, “The Human Cost: Consequences of Insurgent Attacks in Afghanistan,” 2007, Volume 19, No. 6(C), April 2007, disponible en ligne: <http://www.hrw.org/reports/2007/afghanistan0407/>.

³⁵ “Lack of Access Hampering Aid Efforts, UN Official Warns,” UN News Service, August 7, 2009.

³⁶ Conversation personnelle avec un représentant officiel du Haut Commissariat ; estimation arrêtée en août 2009.

Certains pensent que le nombre actuel est beaucoup plus élevé. voir Alex Mundt and Susanne Schmeidl, “The Failure to Protect: Battle-Affected IDPs in Southern Afghanistan,” Brookings Institute (June 22, 2009), disponible en ligne: http://www.brookings.edu/opinions/2009/0622_afghanistan_mundt.aspx?p=1.

³⁷ “UNHCR Global Appeal 2008-2009,” disponible en ligne: <http://www.unhcr.org/home/PUBL/474ac8e00.pdf>.

³⁸ Schmeidl and William Maley, Op cit.

³⁹ Matt Waldman, “Prisonniers de la guerre : les civils et la stratégie internationale de sécurité en Afghanistan”, un rapport de onze ONG travaillant en Afghanistan pour les Chefs d'Etat et de gouvernement au Sommet de l'OTAN (avril 2009), disponible en ligne : http://www.oxfamfrance.org/pdf/Prisonniers_de_la_guerre.pdf

⁴⁰ Unite Droits de l'Homme de la Manua, Mid Year Bulletin on the Protection of Civilians in Armed Conflict (2009).

⁴¹ Conversation personnelle avec un représentant de UN Mine Action Clearance Association (UNMACA), Juillet 2009.

⁴² “Afghanistan's Natural Environment a Victim of War: Activists,” AFP June 4, 2008.

⁴³ Barbara Lopes Cardozo, MD, MPH, Oleg O. Bilukha, MD, PhD, Carol A. Gotway Crawford, PhD, Irshad Shaikh, MD, PhD, Mitchell I. Wolfe, MD, MPH, Michael L. Gerber, MPH, Mark Anderson, MD, MPH, “Mental Health, Social Functioning, and Disability in Postwar Afghanistan,” JAMA 292(2004): 575-584; “Afghans Bear Mental Scars from Decades of Turmoil,” Reuters, April 21, 2008.

⁴⁴ Willem Scholte, Miranda Olf, Peter Ventevogel, Giel-Jan de Vries, Eveline Jansveld, Barbara Lopes Cardozo and Carol Gotway Crawford, “Mental Health Symptoms Following War and Repression in Eastern Afghanistan,” JAMA 292(2004): 585-93.

⁴⁵ Selon cette résolution le parlement afghan a fait passer une résolution révisée qui garantira une amnistie générale tout en reconnaissant les droits des victimes à introduire des plaintes en 2007. Le président n'a pas intégré cette résolution dans la loi et en tant que telle elle a peu de chances de devenir opérationnelle un jour.

⁴⁶ La définition de la torture formulée dans la Convention des Nations Unies sur la Torture est la suivante : tout acte occasionnant des douleurs et des souffrances sévères (physiques ou mentales), infligé intentionnellement à une personne, à l'initiative ou avec le consentement, d'un représentant officiel ou de toute personne agissant en qualité d'officiel. La torture est utilisée pour obtenir d'une personne ou d'un tiers, une information ou une confession ; la punir pour un acte qu'elle ou un tiers a commis ou aurait pu commettre ; ou bien encore pour intimider ou forcer une personne ou un tiers à faire quelque chose ; enfin la torture est employée pour toutes sortes de discriminations. N'appartiennent pas à cette catégorie, les peines et les souffrances inhérentes, ou découlant de sanctions légales.” En langue Dari, on utilise le terme de ‘Shakaja’ pour résumer ce concept.

⁴⁷ Conversation avec un représentant officiel de l'UNMACA official, Juillet 2009, Op cit.; Ministère du Travail des Affaires Sociales, des Martyrs et des Handicapés (Ministry of Labor, Social Affairs, Martyrs and Disabled), « Plan national d'action 2008-2011 d'aide aux handicapés “Afghanistan National Disability Action Plan 2008-2011,” Gouvernement de la république Islamique d'Afghanistan 2008. Government of the Islamic Republic of Afghanistan (2008).

⁴⁸ Il existe très peu de documentation ou de recherche nationale sur la violence sexuelle, mais la recherche disponible sur les violences faites aux femmes nous aide à avoir une image plus large sur la prévalence de tels abus. Selon une étude réalisée auprès de 4,700 foyers dans 16 provinces, par Global Rights, 17% des femmes ont rapporté des violences sexuelles, dont 11% de viols. Il y a un manque réel de statistiques fiables sur les abus sexuels infligés aux hommes, dans le cadre ou non du conflit. Voir Global Rights, “Vivre avec la violence : un rapport national sur les abus domestiques en Afghanistan,” “Living with Violence: A National Report on Domestic Abuse in Afghanistan” (2008), disponible en ligne : http://www.globalrights.org/site/DocServer/final_DVR_JUNE_16.pdf?docID=9803.

⁴⁹ Comité International de la Croix Rouge, “ Point de vue d'Afghanistan : étude d'opinion 2009 ». Views from Afghanistan: Opinion Survey, 2009,” (2009), Ipsos/

⁵⁰ Conclusions identiques dans le rapport Schmeidl and Maley, Op cit.

⁵¹ “When Protection Fails: Coping Mechanisms of IDPs in Kandahar Province,” Brookings Institute/Tribal Liaison Office (Forthcoming).

⁵² Erica Gaston and Rebecca Wright, “Losing the People: The Costs and Consequences of Civilian Suffering in Afghanistan,” Campaign for Innocents Victims in Conflict (2009), available online at: <http://www.civicworldwide.org/storage/civic/documents/afghan%20report%20final.pdf>.

⁵³ Voir Martine van Bijlert, “Between Discipline and Discretion: Policies Surrounding Senior Subnational Appointments,” Afghanistan Research and Evaluation Unit Briefing Paper Series (May 2009), disponible en ligne : http://www.areu.org.af/index.php?option=com_docman&Itemid=26&task=doc_download&gid=661.

⁵⁴ Pour d'autres recommandations sur la façon dont le JCMB peut augmenter l'efficacité de l'aide, voir International Crisis Group, “Afghanistan: The Need for International Resolve,” International Crisis Group Asia Report No. 145 (6 February 2008), disponible en ligne : http://www.crisisgroup.org/library/documents/asia/south_asia/145_afghanistan_the_need_for_international_resolve.pdf.

⁵⁵ Voir Matt Waldman, “Community Peacebuilding in Afghanistan: The Case for a National Strategy,” Oxfam International (February 2008), disponible en ligne : http://www.oxfam.org.uk/download/?download=http://www.oxfam.org.uk/resources/policy/conflict_disasters/downloads/afghanistan_peacebuilding.pdf ; International Crisis Group, “Peacebuilding in Afghanistan,” International Crisis Group Asia Report, No. 64 (September 29, 2003), disponible en ligne : <http://www.cmi.no/pdf/?file=/afghanistan/doc/ICG-PeacebuildingInAfghanistan.pdf>.

⁵⁶ Le terme “ forces pro-gouvernementales fait référence aux Forces Nationales de Sécurité Afghanes, des forces internationales intervenant sous le parapluie de la FIAS et des forces américaines.

⁵⁷ Unité Droits de l'Homme de la MANUA, Op cit.: Les directives de la FIAS ne s'appliquent qu'aux troupes sous commandement de la FIAS ; il n'est pas clair si elles sont en miroir avec des directives OEF confidentielles pour s'appliquer aux troupes sous contrôle du commandement américain ».

⁵⁸ Commission Indépendante Afghane pour les droits de l'Homme, “From Hope to Fear: An Afghan Perspective on Operations of Pro-Government Forces in Afghanistan” (2008), disponible en ligne: http://www.aihrc.org.af/2008_Dec/PDF_Pro_G/Eng_Pro_G.pdf.

⁵⁹ Erica Gaston and Rebecca Wright, Op cit.

